

la Loire en lutte

PSU

tribune socialiste

EXCLUSIF! MITTERRAND

ADHÈRE ...



© 0000

HÉ HÉ...
UNE PLACE
A PRENDRE...

... AU PSU



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :

Gérard Blanc, Pierre Brun, Michel Camouis, Françoise Claire, Hervé Emilien, René Lanarche, Jean Le Garrec, Thierry Morus, Dominique Nores, Bernard Ravenel, Michel Rocard, Paul Tremontin, Jean Verger.

Photos : Agip (4). AFP (4-5-12) Boojum : G. Aimé (5-6-14-15). M.D. Puech (7-8). Horace (9). P. Lebrun (5-6-7-18). D.R. (9-13-14-19).

Dessins : Barou (10). P.L.B. (10).

Directeur de la publication : Jean LE GÄRREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribue par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 35.000 ex.

PERMANENCES

- Bureau national : tous les samedis, 10 h - 17 h.
- Commission nationale entreprises : tous les soirs, 18 h 30 - 19 h 30.
- Commission nationale agricole : tous les lundis, 18 h 30 - 21 h.

■ Les P.T.T. pourront faire un joli cadeau au P.S.U. à Noël prochain. Car, en ce moment, on leur fait faire des bénéfices ! Pas un militant qui n'appelle l'autre pour commenter ce qu'Untel lui a dit, qu'Unetelle avait entendu d'un journaliste qui à Europe 1 venait d'apprendre que...

Et comme à T.S., on aime bien les demoiselles du téléphone, on a décidé de continuer. C'est pourquoi, en page 17, dans la présentation du PSU écrite à l'intention de tous ceux qui, peu familiers de notre parti, seront samedi et dimanche au Stade de Colombes, on a glissé plein de « petite phrases » susceptibles de faire jaser, dans les chaumières. En particulier celle-ci : « Si le Parti Socialiste applique concrètement ce qu'il annonce dans ses discours (et surtout l'autogestion), « c'est alors que se poseront des questions nouvelles ».

Après cette petite phrase, on va voir ce qu'on va voir ! A la radio, on va pouvoir avancer de 1975 à 1974 la date à laquelle Rocard sera Premier Secrétaire du P.S. et, « Combat » va confirmer que Rocard « se rallie » (sic).

Il n'y a qu'un petit défaut dans toute cette affaire, c'est que Michel Rocard, porte-parole du P.S.U., n'a jamais dit autre chose que ce qu'il dit aujourd'hui. Si le P.S. c'est la social-démocratie d'antan, qu'il en crève ; si le P.S. ce n'est pas la social-démocratie d'antan, alors, on demande à voir.

■ Il ne faudrait quand même pas que tout cela nous fasse oublier que cette semaine, c'est la fête. Bien sûr, ceux de province vont encore bafouiller qu'il n'y en a que pour Paris, mais quoi, ils n'ont qu'à venir. La fête du P.S.U., bon sang, c'est plus sexy que la première communion du fils de Tante Ernestine. Allez, rendez-vous à Colombes !

T. S. a néanmoins eu un instant de pitié pour ceux qui ne viendront pas. Il a même engagé une procédure exceptionnelle en mettant deux « une ». La première pour les rigolos de la fête et la seconde pour ceux qui préfèrent les charmes de Marie-Madeleine Dienesch à la télé. Mais à vrai dire, de toute façon, nous aurions parlé de l'Europe. Car il se joue actuellement un bon carré d'avenir dans le poker diplomatique-commercial que les Etats-Unis et le Marché Commun engagent. Certes, nous aurions pu épargner nos efforts et nous ranger dans le camp de tous les analphabètes économiques qui pullulent à l'extrême-gauche et dire que Pompidou - Nixon, c'est blanc

bonnet et bonnet blanc. Mais au P.S.U. on a un défaut. On préfère réfléchir.

■ Et puis, il y a l'Afrique. Les bonnes âmes invoquent le ciel. Et c'est vrai, il y est pour beaucoup. Mais il n'est jamais écrit qu'un peuple doit mourir. Si une faible partie des dépenses militaires de l'Ouest et de l'Est étaient affectées à la recherche scientifique, on pourrait dès aujourd'hui faire pleuvoir là où la terre se dessèche. Si le capitalisme ne contraignait pas l'Afrique à des cultures qui ne nourrissent pas ses habitants, elle pourrait vivre. Si, si... on peut toujours rêver. Mais d'autres en crèvent.

Jacques GALLUS ■

CALENDRIER FORMATION

● STAGES NATIONAUX D'ETE

Prendre des vacances, c'est bien, les utiliser pour mieux lutter contre le capitalisme, c'est mieux. Faire les deux à la fois c'est sensationnel ! C'est possible du 26 août au 1^{er} septembre aux Guions (près de Briançon) et à Saint-Lary (Htes-Pyrénées). Une semaine de stage, 6 jours de travail, 1 journée de détente dans la montagne.

4 JOURNEES AUTOUR DU MANIFESTE :

- Introduction à l'analyse marxiste du capitalisme.
- Les classes sociales en mouvement.
- Les réponses politiques stratégiques.
- Après la prise du pouvoir : la transition au socialisme.

2 JOURNEES DE FORMATION A LA VIE MILITANTE :

- L'intervention dans les luttes (tracts, affiches, meeting, propagande, etc...)

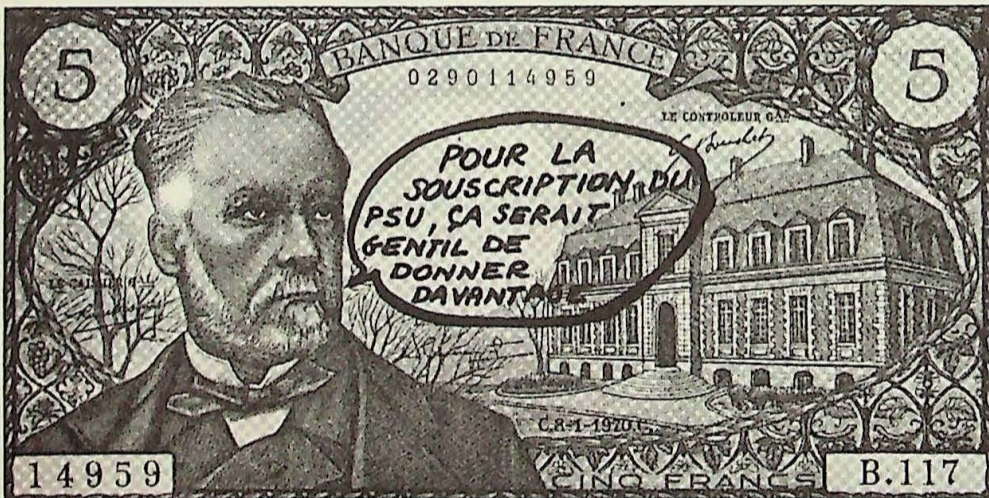
- La vie des sections et fédérations (accueil, recrutement, implantation, choix des priorités, trésorerie, sécurité, etc...)

INSCRIVEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI A VOTRE FEDERATION

N.B. — Il est possible de venir en famille. Il est possible de passer vos vacances aux Guions. Pour cela, adressez-vous à l'Association pour le développement et la culture - Maison des Sociétés - 69500 BRON.

● STAGES ETUDIANTS

4 au 11 septembre : Stage commun étudiants-lycéens ouvert aux sympathisants. S'inscrire auprès du Secteur Etudiant, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



C.C.P. PARIS 14.020.44

9, RUE BORROMEE, PARIS 15^e

Reçu à ce jour 187.249,00 F

Encore un effort pour 213.851,00 F

(au 22-05-73)

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU P. S. U. »

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

ARVEL

Au service des familles et des jeunes

● YUGOSLAVIE

Séjour de 2 semaines, bord de mer : 425 F.

voyage avion compris : 790 F.

Circuit de 3 semaines : 950 F.

● MAROC

3 semaines, voyage avion compris : 1.180 F.

● SENEGAL

3 semaines, voyage avion compris : 1.995 F.

● ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE !

Festival de Tabarka (Tunisie).

2 semaines au départ de Paris ou de Marseille

(880 F — 780 F)

ARVEL, 12, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon
tél. (78) 52.56.48

Pour prendre contact

Je désire prendre contact avec la section P.S.U. la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom :

Prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Profession :

Lieu de travail (1) :

BULLETIN A RETOURNER AU P.S.U., 9, RUE BORROMEE,

75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

abolir le quotidien

UNE fois l'an, dans la Rome antique, la plèbe et les esclaves étaient les maîtres de la rue : pour trois jours, à l'occasion des Saturnales, les pauvres et les opprimés devenaient les puissants du jour. Au Moyen Age, la Fête des Fous était l'occasion de renverser le monde — le temps d'une journée — de mêler les bourgeois et les vilains, les serfs et leurs seigneurs, les sages et les fous. Perversi, canalisé, détourné, le sens de la fête s'est travesti dans les parades nocturnes des nazis à Nuremberg, dans les défilés militaires de 14 juillet, dans les rassemblements des masses laborieuses sur la Place Rouge à l'occasion du 1er mai...

Parce qu'aucune société, aucun régime n'a pu faire totalement abstraction de cette force puissante et irrationnelle qui porte une foule à prendre conscience de ce qu'elle est à travers ce souffle collectif qui condense des milliers de volontés convergentes. La fête, ça n'existe qu'au singulier pluriel il n'y a qu'une seule fête parce qu'il y a beaucoup de monde. Plus on est de fous, plus on fait la fête : c'est le sentiment que ce qui nous rassemble tous n'existe qu'à travers les autres. Un total décroissement.

la fête appauvrie

Aujourd'hui récupérée, commercialisée, — pensez à cette fête des Mères inventée par ce brave vieux bonhomme de Maréchal pour le plus grand bonheur des marchands de gadgets électroménagers et de fleurs en pots, — elle n'est même plus cette libération collective mais temporaire par

laquelle les sociétés archaïques assuraient leur perpétuation au prix d'un jour de licence et de désordre toléré.

Il n'y a plus que des substituts à une fête marginalisée, appauvrie : les départs en vacances sont de ceux-là, qui font d'une certaine manière de l'opprimé de chaque jour un petit chef du volant. Cette « fête-là », dénaturée, fait mal : elle tue, elle empoisonne. La société bourgeoise a tué le sens de la fête : il n'en reste plus que l'ivresse temporaire, qui fait mal au crâne au réveil, comme toutes les gueules de bois...

Les militants aussi ont leurs petites fêtes : les manifs, par exemple. Quel sens y aurait-il à promener des banderoles en gueulant des slogans que peu de gens comprennent sur des trajets rituels à peine modifiés d'une fois à l'autre, sans cette force que nous sentons courir à travers chacun, cette force qui nous porte parce que chacun n'est plus distinct de l'élan collectif ?

A travers les grèves aussi, les travailleurs retrouvent ce sentiment. Personne mieux que Simone Weil n'a décrit ce bonheur de la grève, de la puissance des ouvrières de juin 36 venues demander au syndicat ce qu'il fallait exiger comme revendications parce que leur première raison pour se mettre en grève, oui, Monsieur le Directeur, c'était d'abord la volonté d'être libre !

Et bien sûr, Mai 68 — la fête qu'on arrache parce que la société nous la refuse...

Alors quel est le sens d'une fête comme celle de Colombes ? Montrer ce que pourrait être une fête dans un contexte socia-

liste ? Certainement pas. Car qu'on le veuille ou non, la fête reste coupée de la vie. Il y a ce qui est sérieux — le travail, les affaires, la politique — et ce qui est futile — les loisirs. Il y a ce qui est noble et ce qui l'est moins. D'un côté, de l'autre. Pour être pro-duc-tif, ren-ta-ble, il ne faut pas faire la fête. Tu produiras dans la douleur.

utopie

La fête, c'est montrer ce que pourrait être la vie de tous les jours. Des chansons, des danses, des débats, des ébats, du cinéma, du théâtre, de la bouffe, des échanges, de l'amitié, des discussions, de la musique — et pourquoi voudriez-vous que cela s'arrête puisque l'on se trouve bien comme ça ? La vraie fête, c'est la fin de la fête : la vraie fête abolira le quotidien.

Fini le travail aux professionnels du travail, la fête aux spécialistes du divertissement ! Il n'y aura plus que des hommes qui produiront et se distrairont, tour à tour ou en même temps si ça leur chante.

Oui, c'est de l'utopie : mais pour reprendre le titre du dernier ouvrage de René Dumont, nous n'avons plus le choix qu'entre l'utopie ou la mort. Il est temps de rêver, d'inventer, de pouvoir.

Raoul Vaneigem, un situationniste, écrivait un jour : « Nous ne voulons pas d'un monde où la garantie de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui ».

Jean LE GARREC.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL DU P.S.U.

On s'interroge donc, de tous côtés, sur le rapport des forces et la façon de le contrôler ou de le faire évoluer en sa faveur.

C'est dans ce contexte que le Parti Socialiste tente de s'imposer comme le candidat au pouvoir : il lui faut pour cela lever l'hypothèque communiste (sans rompre pour autant avec le P.C.F.) et se renforcer. Le P.S. cherche à séduire tous azimuts (et même cette activité semble l'absorber tout entier) pour être le plus beau, le plus grand et le plus généreux des partis français. Il lui faut « attraper » tout ce qui existe en dehors du P.C.F., notamment le P.S.U. et Michel Rocard, ensemble ou séparément, par la grande ou la petite porte. C'est la raison essentielle d'une campagne de presse « à l'américaine » qui a pris prétexte d'une interview de Michel Rocard à « Témoignage Chrétien », en retenant quelques propos isolés de leur contexte, ce qui a permis d'en dénaturer le sens. Au lieu d'une clarification, c'est ainsi à la plus grande confusion que l'on aboutit.

Pour en sortir, il est nécessaire de rappeler les positions fondamentales du P.S.U., définies dans son Manifeste de Toulouse « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » et précisées par la D.P.N. les 31 mars et 1^{er} avril 1973. Pour mettre en œuvre son choix du socialisme

autogestionnaire, le P.S.U. travaillera dans trois directions :

- renforcer les luttes à la base, dans les secteurs essentiels, en en précisant les objectifs et en assurant leur jonction à travers une plateforme d'action fondée sur les exigences du contrôle ouvrier et du contrôle populaire ;
- développer une puissante force politique autogestionnaire, capable d'appuyer concrètement les perspectives du socialisme ;
- réaliser les conditions d'une véritable unité populaire face au système capitaliste et au pouvoir actuel.

C'est par rapport à cette triple tâche qu'il convient d'apprécier chacune des initiatives et des déclarations du P.S.U. La victoire du socialisme implique l'expression politique des réalités actuelles de la lutte des classes, c'est pourquoi le mouvement ouvrier sera conduit, d'une manière ou d'une autre, à s'organiser autour de deux courants : l'un est celui du socialisme d'Etat, tel qu'il est exprimé notamment par le programme commun, donc par ses signataires, quelles que soient leurs réserves occasionnelles ; l'autre est celui du socialisme autogestionnaire dont les militants se répartissent déjà entre plusieurs organisations, politiques et syndicales, et dans l'immense masse des inorganisés. Ce second courant devra trouver une organi-

sation politique qui lui corresponde, comme l'a rappelé le P.S.U. dans la rencontre tenue les 19 et 20 mai par le Comité de Liaison pour l'autogestion socialiste. La nécessaire restructuration du mouvement ouvrier concerne toutes ses composantes : le P.S.U., pas plus qu'il n'entend céder à quelque prophétisme pseudo-révolutionnaire, se refuse à s'enfermer dans les impasses d'une gauche dite « non-communiste » qui condamne les travailleurs à l'impuissance, à la division et à tous les pièges de la social-démocratie. En 1967, le P.S.U. s'est massivement refusé à rentrer dans la F.G.D.S. ; il n'entend pas aujourd'hui démissionner de ses responsabilités en s'intégrant dans un parti fourre-tout, pétri de traditions comme de bonnes intentions. C'est sur la base des pratiques militantes, des choix politiques sur le terrain, des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes que l'on peut apprécier les positions d'une organisation, qu'il s'agisse du P.S. ou d'autres forces politiques, et cela quels que soient les changements internes qu'elles connaissent. C'est pourquoi, si les débats sont nécessaires sur les positions des autres, il est essentiel que le P.S.U. approfondisse d'abord les siennes et développe ses propres forces, afin que le socialisme autogestionnaire cesse d'être un mot ou une espérance et devienne une force politique réelle. ■

Paris, le 22 Mai 1973

Pour des millions de jeunes et de travailleurs, les conditions de vie et de travail ne cessent de se détériorer. Une prise de conscience s'opère et l'on remet en cause de fortes traditions (liées à la famille, à la sexualité par exemple) comme les institutions les plus solides (l'armée, la justice après l'université), y compris dans leur propre sein. Mais ce bouleversement social, dont Mai 68 avait été le signe annonciateur, n'est toujours pas accompagné d'un bouleversement politique. Les élections de mars 73 n'ont rien changé et le pouvoir peut vaquer à ses occupations coutumières : le soutien au patronat, la négociation internationale et le jeu des épouvantails, qu'ils s'appellent Druon, Galley, Fontanet, Marcellin ou autre. Ce vide politique, que n'arrivent pas à remplir les causeries parlementaires, en fait respirer certains qui venaient d'avoir si peur, mais en inquiète d'autres qui n'imaginent pas que cette situation puisse se maintenir.

propos sur un feu de paille

BIGRE. C'est parti mes amis, et c'est parti fort. Dans ce pays où l'on ne discute plus les décisions présidentielles, la politique intérieure se fait maigre. Alors n'est-ce pas, il faut bien occuper les antennes et les colonnes. Pour avoir redit dans T.C. en répondant aux questions de Bernard Schreiner, ce que nous avions déjà dit à de nombreuses reprises, à savoir que le Parti Socialiste a changé depuis quatre ans, que cela modifie le champ tactique et stratégique, et qu'il faut savoir en tenir compte, me voilà promu par des commentateurs alertes, à la fois négociateur secret de l'adhésion globale du P.S.U. au P.S., futur premier secrétaire de ce parti et éventuel successeur de François Mitterand dans la fonction de candidat présidentiel. Rien de moins !

Tant de fadaïses m'ont stupéfait. Je me suis relu, d'un œil neuf bien sûr, sans trouver la moindre base à toute cette politique fiction. Alors ? Que s'est-il donc passé ? Il me semble que trois phénomènes ont joué, dont il faut distinctement mesurer l'importance.

révélateur

Le premier est qu'en acceptant de répondre à des questions très centrées sur le Parti Socialiste, je n'ai pu explorer qu'un des aspects de la politique du Parti. Or ce qui l'a toujours définie, c'est justement son caractère global : importance de l'action dans les luttes sociales au moins égale à celle de l'action sur le champ politique, et sur ce dernier champ, action contre le régime, appuyée sur des formes d'intervention en rapport aussi bien avec le P.C. qu'avec la totalité du mouvement révolutionnaire et qu'avec le P.S. Ne voyant pas assez nettement réaffirmée dans une interview dont ce n'était pas l'objet cette constante absolue d'une ligne à l'édification de laquelle j'ai moi-même durement contribué, les camarades l'ont cru abandonnée. Doucement ca-

marades, doucement. Il n'est pas facile de toujours parler de tout en réponse à n'importe quelle question.

Le second phénomène est le déchainement de tous ceux que nous gênons. Si le P.S.U. a été érodé dans la dernière campagne électorale, il n'a pas été détruit bien au contraire, il a même fait la campagne nationale sur le fond la plus percutante et la plus écoutée qu'il ait sans doute jamais faite.

Le fort courant d'adhésions consécutif à cette campagne en est une confirmation. Il reste donc qu'un P.S.U. plus offensif parce qu'appuyé maintenant sur un projet politique clair, celui du socialisme autogestionnaire, gêne encore plus que nous ne pouvions le croire. L'avantage de ce déferlement de commentaires abusifs, c'est son aspect de révélateur. Le P.S.U. gêne le P.S. parce qu'il l'empêche de pouvoir en toute tranquillité plagier certains de nos thèmes sans leur donner la moindre traduction pratique. Et certains entendent utiliser le P.S.U. pour régler des problèmes internes au P.S. Il gêne le P.C. parce qu'il prend en charge un certain nombre de problèmes que ce dernier préférerait ne pas se poser. Il gêne l'extrême-gauche parce qu'il pose pour le mouvement révolutionnaire le problème de la sortie du prophétisme ultra-minoritaire. Si nous voulions une mesure de ce que nous pesons, nous l'avons : la mesure est bonne.

Le troisième phénomène est à mes yeux le plus important. La rapidité avec laquelle certains militants se sont laissés influencer ou ont même donné foi à des commentaires non fondés montrent qu'eux-mêmes étaient dans le doute. Alors il faut ouvrir le débat, et complètement.

Mais ce débat, qui doit naturellement comporter une analyse attentive de l'orientation, de la nature et de la pratique du P.S. comme du P.C. et de l'extrême-gauche, ne sera fructueux que s'il est correctement centré.

A cet égard, le paragraphe à mes yeux décisif de l'interview évoquée est le suivant : « On peut monter des coups tactiques et rêver à 1976. Notre conviction est que tous les coups tactiques sont voués à l'échec aussi longtemps que le clivage socialisme centraliste et socialisme autogestionnaire n'est pas tranché majoritairement au profit du dernier, auquel il faut une composante active et révolutionnaire. Nous travaillons dans ce sens ».

Qu'est-ce à dire sinon qu'à nos yeux il ne faut pas s'orienter vers des négociations d'appareil mais vers une convergence de forces — comme le suggère l'idée même de courant — et que le socialisme autogestionnaire ne peut prendre toute sa dimension que si une force ou un groupe de forces révolutionnaires impose petit à petit dans la pratique les mots d'ordre et les objectifs correspondant à ce projet. C'est exactement dans cet esprit que j'écrivais, vis-à-vis du P.S., que nous n'avons pas à prendre d'initiatives ou de paris. Il nous faudra au contraire juger sur l'orientation et la pratique, qui restent toutes deux largement à définir.

le pari fondamental

En revanche nos initiatives et nos paris devront concerner les moyens d'agir efficacement sur le terrain et de provoquer une convergence des luttes dépassant l'ampleur actuelle des forces effectivement autogestionnaires.

C'est tout l'esprit de la résolution de la dernière D.P.N. qui pose le problème d'une restructuration de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier, à travers une stratégie axée sur le contrôle des travailleurs et sur le contrôle populaire dans tous les secteurs de la lutte des classes, le développement d'une force politique autogestionnaire capable de peser sur le plan social et politique dans la détermination des objectifs et de la

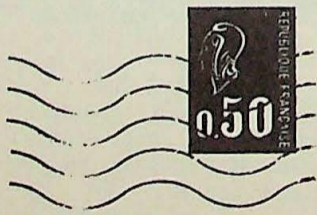
stratégie de l'ensemble du mouvement ouvrier, et le développement chaque fois que ce sera possible, de l'unité de classe de toutes les organisations du mouvement ouvrier.

Nous avons depuis fait un important pas en avant dans le sens de la constitution de cette force politique autogestionnaire avec l'adoption par les organisations membres du Comité de Liaison pour l'autogestion socialiste de quatorze thèses sur l'autogestion et d'une série d'initiatives que « Tribune Socialiste » présentera la semaine prochaine. Là est le pari fondamental : à travers les interventions sur le terrain, serons-nous, avec tous nos camarades rassemblés dans le C.L.A.S., capables d'imposer une pratique et des enjeux tels que l'ensemble des militants concernés par l'autogestion, jusque dans le P.S., reconnaisse la nécessité de déborder complètement les formes actuelles de la vie politique et notamment parlementaire ? En ce qui concerne les militants qui ont fait le choix du P.S., rien n'est moins sûr. Mais les changements de ce Parti sont tels depuis l'époque où il vivait d'un anticommunisme effréné, faisait voter la constitution de 1958 et fournissait des ministres à de Gaulle, que beaucoup de choses sont encore possibles. Nous avons tous intérêt à ce que cette évolution continue, tout en sachant qu'une importante pression extérieure en est la condition.

Voilà le sens de quelques propos récents, rien de plus, rien de moins.

Michel ROCARD ■

P.S. : Je ne serai, hélas, pas à la fête du P.S.U. Qu'on ne se hâte pas d'en tirer des conclusions politiques. Invité de la Ligue des Etats arabes avec Bernard Langlois, je pars au Proche-Orient pour étoffer nos liens avec les forces anti-impérialistes et notamment la résistance palestinienne.



● la répression au Maroc

Je vous écris au sujet de l'article « MAROC : l'épreuve de force » (T.S. du 25 Avril 1973).

Je m'intéresse de près aux événements qui se déroulent au MAROC depuis 15 mois car un de mes amis est emprisonné depuis lors à la prison civile de Casablanca sans jugement, sous l'inculpation d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Ils sont 49 dans cette situation, ils appartiennent au courant révolutionnaire marocain, et je m'étonne que votre article n'en fasse pas état.

Je ne vous écris pas pour vous parler de mon ami et de ses camarades mais parce qu'à la réflexion

l'article donne une vue très partielle de la répression au MAROC. En effet, depuis plus d'un an on assiste à des enlèvements, des tortures qui touchent des dizaines de militants, des quadrillages de quartiers populaires, des couvre-feux intermittents, des matraquages d'étudiants et de lycéens en grève, la prise d'assaut en décembre dernier de la Cité universitaire de Rabat par les flics avec chiens policiers, etc., pour en venir à la création le 13 janvier, de deux services spéciaux de police (avec Dlimi à la tête de l'un d'eux), à l'envoi de colis piégés à des représentants de l'aile radicale des deux grands partis légalistes d'opposition (UNFP et ISTIQLAL), enfin à la dissolution de l'UNEM.

Je ne sous-estime pas l'importance des événements du 3 mars et l'inquiétude que suscite la disparition depuis 2 mois de membres de l'UNFP, mais vous semblez vous faire pour ces derniers événements le porte-parole de l'analyse officielle de l'UNFP. En tant que militante française, je me demande si le rôle de T.S. est de se faire l'écho de l'analyse politique qu'un parti fait en fonction des dif-

férents courants qu'il abrite — ça, vous ne le dites pas clairement et vous savez que c'est connu — ou s'il n'est pas plutôt d'analyser la répression au MAROC en fonction de la montée des luttes populaires, de l'intensification de l'exploitation impérialiste et de la fascisation du pouvoir ?

S.P. (Paris) ■

● famine en Afrique

Je suis lecteur de votre hebdomadaire depuis déjà plus d'un an, aussi aujourd'hui, je m'autorise à vous écrire.

Vous savez la terrible catastrophe qui est en train de s'abattre sur l'Afrique de l'ouest, puisque après la disparition du bétail, ce sont maintenant six millions de personnes qui sont menacées de famine.

Je pense qu'aucun révolutionnaire ne peut rester indifférent, lorsque sur notre petite planète des peuples entiers sont menacés de disparaître...

(N.D.L.R. : voilà qui est fait dans ce numéro).

● merci

Electeur P.S.U. et sympathisant, je lis souvent T.S. que j'achète à Caen. L'autogestion fait son chemin, je pense que c'est un moyen efficace de contrôle et de décision qui met en évidence la liberté. Félicitations pour vos soutiens efficaces et engagés dans les luttes pour la défense des conditions de travail et du mieux-être.

Ex-syndiqué C.G.T., je viens d'adhérer à la C.F.D.T., beaucoup plus proche de vos conceptions démocratiques.

Ci-joint un chèque pour aider l'avènement d'un socialisme autogestionnaire... et je vous souhaite bientôt les 226.947,70 F.

AUTOGESTION
et
REVOLUTION SOCIALISTE
Les principaux textes du colloque autogestion des 20 et 21 janvier. Editions SYROS. 9, rue Borromée - 5 F. Commandes groupées (à partir de 5) 3.50 F. l'unité.

sous César Birotteau

Un jour que Louis Vallon voulait être méchant comme il sait souvent l'être, il dit de Pompidou : « Nous étions sous le règne de César, nous voici maintenant sous celui de César Birotteau ». Cruel mais juste. La bourgeoisie qui se vautre au pouvoir est incapable de gouverner autre chose que ses affaires. Le moindre soubresaut du pays la dépasse. Incapable d'agir, elle se réfugie dans le verbe. Les mouvements populaires ne déchainent contre eux que des discours. Mais s'ils retombent...

« Le gouvernement est pauvre, chétif, déconsidéré, ébranlé, impuissant, nul. On se demande avec anxiété : que va-t-il arriver ? Quand rien ne sort du pouvoir, quelque chose sort du pays ».

VICTOR HUGO, 22 janvier 1849.

QUI donc prétendait que le système Pompidou était incapable de grands projets, qu'il ne pouvait pas proposer aux Français des idées audacieuses, généreuses, novatrices ? Les jeunes ne veulent pas de l'armée de Galley et Dassault ? La loi de 1920 sur l'avortement révèle une fois de plus sa vraie nature, son caractère oppressif et dépassé au point que plus un juge n'ose ouvertement l'appliquer ? Qu'à cela ne tienne, le gouvernement va proposer aux deux Assemblées la modification de la Constitution. Pour réduire de 7 à 5 ans le mandat présidentiel. Et éliminer les candidatures fantaisistes, des Ducatel, Krivine et autres Rocard. Dans le même sac.

Au moment même où l'actualité parle de la révolte des prisons, des manifestations pour l'avortement libre et gratuit, des mouvements sociaux de toutes natures, le bureau politique de l'U.D.R., réuni à deux reprises tout récemment, se préoccupait d'organiser une « école de cadres » en vue des élections cantonales. On a les ambitions qu'on peut. Peyrefitte vou-

lait que cette école serve à élaborer une doctrine gaulliste, un système de références « comme les communistes ont le marxisme », précisait-il. Pompidou, lui, a dit que le gaullisme, c'était une « attitude », pas une doctrine. Peyrefitte n'aura donc plus qu'à transformer son école de cadres en cours de maintien.

Voilà les préoccupations majeures de ceux qui prétendent diriger le pays. Diriger ? Peut-on parler d'autorité de l'Etat quand on voit qu'il suffit qu'un ministre parle pour que par centaines, artistes, intellectuels, gens de théâtre, descendent dans la rue ? Quand un autre ministre croit qu'il suffira d'un discours un peu musclé pour redonner le moral à une armée plus critiquée qu'elle ne l'a jamais été depuis l'affaire Dreyfus ? Quand un troisième se laisse traiter de dingue par son collègue allemand, sans répondre ?

autorité - quelle autorité ?

Depuis quinze ans que le gaullisme est au pouvoir, on nous baigne les oreilles de l'autorité de l'Etat, enfin restaurée et du régime des partis auquel on a mis fin. Que l'U.D.R. veuille se conduire comme un parti à part entière et non comme une simple jonction des comités électoraux en

se dotant d'un secrétaire général qui ne serait pas le factotum de l'Elysée, et voilà le régime des partis qui menace, et voilà l'autorité de l'Etat ébranlée ! Comme elle est donc fragile !

La réalité est que le gouvernement n'a d'autre autorité que celle qu'on lui accorde. Il parle haut et fort, mais il est incapable d'agir. Il tempête, il menace, il gronde ; il est incapable de faire respecter ses lois quand le rapport de force de la rue ou des événements est en sa défaveur. On revient sur une loi — la loi Debré — votée par un Parlement quasi unanime, on est incapable d'appliquer la loi de 1920, on transige ici, on passe des compromis ailleurs.

Mais dans les discours, comme on se rattrape ! De Galley en Fontanet, et de Fontanet en Druon, les belles envolées que nous réservent les déclamations de ces Messieurs ! Depuis plus d'un mois, la nouvelle Assemblée Nationale n'a fait que parler, parler... De « grand débat » en « grand débat », les législateurs discourent, mais ne légifèrent point.

le pouvoir du verbe

On a l'impression que le régime — le système politique tout entier — ne se maintient plus que par la parole. On est suspendu à un commentaire de l'Elysée, à une déclaration de Messmer, à une incartade de Giscard. La République des Georges est aussi celle des petites phrases : Pompidou, Séguy, Marchais, sans parler des autres (qui ne s'appellent pas Georges) se renvoient la balle. Poliment. La fonction la plus importante du ministère est devenue celle de porte-parole : il en faut maintenant deux. Non pas que ce que le gouvernement ait à dire soit à ce point passionnant, mais il faut bien donner l'impression qu'on gouverne.

Aussi bien est-ce sans surprise que l'on accueille le dernier livre d'Ivan Levaï (1) sur la campagne électorale : il est tout entier composé des bons (ou des moins bons) mots de la classe politique. Si les commentaires que l'actualité inspire à Ivan Levaï peuvent laisser croire qu'il est plus doué pour la politique-fiction



M. Pierre Messmer, conseiller général de Richecourt-le-Château.

(faut-il dire l'intox ?) que pour la politique tout court, il faut bien reconnaître que chacune des citations qu'il rapporte sont parfaitement authentiques. Et on passe un bon moment à sauter de Peyrefitte en Boulin en passant par d'autres U.D.R. de moins haut vol ; « Si vous me faites l'honneur de m'élire à l'Assemblée Nationale je n'y accomplirai pas plus de miracles que les autres », disait un candidat du Front National.

La palme de la lucidité revient tout de même à Marcel Dassault : « En 1972, j'ai gagné un milliard avec « Jours de France ». Si le gouvernement de gauche nationalise mes usines, il me restera toujours ça pour vivre. Je vis modestement, on ne peut pas manger sept poulets par jour. La politique, ça m'ennuie. Un député, ça ne sert à rien. »

Heureux de vous l'entendre dire. Quand la pression populaire est suffisamment forte, ces gens-là ne peuvent plus rien décider. Aussi, ils parlent. Dès qu'elle se relâche, ils ont de nouveau les mains libres. Et ce sont des gens de cet acabit-là qui décident en notre nom.

Il est grand temps que « quelque chose sorte du pays... »

Jean-François MERLE ■

(1) Ivan Levaï, Casse-croûte électoral, Gallimard. En vente à la librairie de T.S.

libertés

• Klapperstei 68

Pour 25 lignes et deux citations, Klapperstei 68 se retrouve donc devant le juge. Le procès a lieu ce jeudi. L'article, qui lui a valu l'inculpation pour injure à l'armée a le tort de porter pour titre une citation de l'Internationale : « Et s'ils persistent, ces cannibales, à faire de nous des héros, ils verront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux ». L'autre citation, de Paul Valéry — un auteur pourtant tout ce qu'il y a de fréquentable — rappelle que « la guerre est un massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent, mais ne se massacrent pas ».

Bref, un article antimilitariste, comme il en fleurit pas mal par les temps qui courent.

Alors pourquoi ce procès ?

Parce qu'il devient urgent de casser les reins de K. 68. Parce qu'en moins d'un an d'existence, ce mensuel régional du Haut-

Rhin, à la fois bourré d'un humour corrosif et riche d'informations inédites, le plus souvent en provenance des lecteurs eux-mêmes, est devenu un instrument d'une redoutable efficacité politique contre le bourrage de crâne officiel de l'officiel quotidien local. Parce qu'un journal départemental, en complète rupture avec le système, et qui tire à 10.000 exemplaires avec quelque 3.000 abonnés,



c'est difficile à avaler pour le Pouvoir.

Alors on cogne. Procès Debré, le 24. Procès Marcellin à venir. Plus une série de procès contre quelques « personnalités » locales. Avec l'espoir que quelques solides amendes suffiront pour couler ce vilain petit canard.

Jeu dangereux, pour les pouvoirs publics. On peut momentanément créer à K. 68 quelques ennuis sérieux : on ne peut pas obliger quelques journalistes décidés à fermer leur gueule, surtout lorsqu'ils ont derrière eux toute une population, tout un public populaire, les exemples ne manquent pas.

Camarades de Klapperstei, on vous souhaite bon courage. Et on vous prédit un avenir des plus brillants !

La rédaction de T.S. ■

• jeunes et ouvriers

PARAIT que l'on vit dans un régime de liberté. Même que c'est cette liberté — son existence et sa possible disparition — qui fait le thème central, et payant (jusqu'à quand ?) de toutes les consultations électorales pour une droite qui n'entend pas lâcher le pouvoir.

Suffit pourtant d'ouvrir un peu les yeux pour s'apercevoir que cette liberté n'est pas la même pour tout le monde. Il y a même des cas, tenez, où on s'assoie dessus tranquillement.

Pas possible ! Dans la France de Pompidou ? Dans la France de Pompidou.

A Troyes, par exemple, demandez plutôt à deux gars dont je ne sais pas les noms et dont on m'a dit seulement qu'ils étaient jeunes (les salauds !) et ouvriers (les cons !).

Ces deux gars étaient soupçonnés (pas pris sur le fait, hein, soupçonnés seulement) d'un horrible crime : avoir collé des affiches antimilitaristes dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai. Huit jours après, le 10 exactement, ils se font embarquer par les flics. 48 heures au bloc. Perquisition chez eux, sans mandat bien sûr. Traitement de faveur pendant ces deux jours de garde à vue : tout nus, couverts d'injures (voir plus haut : jeunes et ouvriers ; pour un peu qu'ils aient été un peu arabes sur les bords...). Plus tout le grand jeu des photos, empreintes, fait voir tes dents, tes oreilles, etc.

A Troyes les camarades commencent à en avoir marre. Ça fait déjà deux histoires de collage qui ont des conséquences, comment dire, déplaisantes. (L'autre, c'étaient des profs qu'on mettait leur nom dans le journal, et tout, je vous l'ai déjà raconté, on va pas recommencer).

Bref, il y a des gens qui rouspètent de plus en plus. Ils font des tracts pour dire à tout le monde « restons vigilants » et « surveillons la police ». Et ils créent des Comités de Défense des libertés individuelles.

Ils ont raison ces gens-là. Parce que ce serait tout de même pas la peine d'avoir perdu les élections si en plus on nous l'enlève aussi, leur fameuse liberté individuelle !

B.L. ■

Grenoble :

l'avortement est dans la rue

Tout commence comme un canular, voire une tracasserie incompréhensible... Arrêter, puis inculper Annie Ferrey-Martin ! Voilà qui ne pouvait qu'étonner tous ceux qui, à Grenoble, participaient de près ou de loin aux activités du Planning Familial et du Groupe Choisir.

Il est exact que beaucoup de gens — même du côté de la répression — connaissent leur action, y compris la pratique des avortements. Tout porte à croire donc qu'il s'agit bien d'une bévue de gendarmes, croyant encore que les lois sont nécessairement à faire appliquer et pensant que la patrie leur en serait reconnaissante. Mais ceci est l'anecdote...

La presse afflue immédiatement. « L'affaire » de Grenoble fait passer au second plan sur les ondes, celle du Watergate. MM. Messmer et Poniowski voulaient bien mettre en chantier une nouvelle loi, mais dans le calme. La presse, écrite et parlée, ne leur laissera pas le temps, le bruit fait autour de l'affaire de Grenoble est à la hauteur de la perception du problème dans toutes les couches de la société.

L'écho quelquefois fidèle, parfois complaisant, des journaux et des diverses chaînes de radio est la preuve de l'existence d'un débat très large et très ouvert, débat qui n'est pas toujours ressenti comme un conflit de classe.

Ce sera un écueil constant à éviter, tant sous la pression de la bourgeoisie progressiste que sous celle des activistes à la recherche de luttes ponctuelles et immédiatement payantes. L'attitude des militants du Planning Familial et de Choisir, soutenue par le PSU, le PS et la CFDT, est particulièrement claire à Grenoble. Ils rappelleront constamment que si « l'avortement est dans la rue » c'est

pour globaliser le problème de la répression sexuelle qui est en cause, sans oublier l'inégalité des classes devant la conception non désirée.

« La Suisse pour les riches, les procès pour les pauvres », tel est l'un des mots d'ordre de la manifestation du 11 mai.

un immense cortège

Il faut parler de cette manifestation. Il faut en reparler. Certes dès le mercredi 9 mai, un meeting à la Bourse du Travail avait réuni plus de 500 personnes pratiquement prévenues par le seul « bouche à oreille ». Il s'agissait encore de militants mobilisables en permanence, essentiellement universitaires. A l'appel du Planning Familial, de Choisir, du GIS, de la CFDT, PS, PSU, Ligue Communiste, Cause du Peuple, etc. — le PC rallié dans la journée appelant de son côté (ce sera sa seule participation) — un immense cortège (plus de 10.000 personnes) s'étire dans tout le centre de Grenoble, le vendredi en fin de matinée.

Manifestation promenade, manifestation retrouvailles, manifestation débat permanent entre ceux qui suivront jusqu'au bout et ceux qui nous accompagneront un moment. Cette foule impressionnante par sa masse et par les débats qui l'animent, est l'image même de la mobilisation qui s'opère.

Le problème posé tombe en plein dans le « mille » des préoccupations des gens qui sont ici ou qui voudraient y être, qui voudraient dépasser leur inhibition. Si tous les mots d'ordre ne sont pas repris, c'est que cette manifestation n'est pas le rassemblement des habitués des processions revendicatives et politiques. Cette foule témoigne de la conscience de son aliénation et de la recherche collective du bonheur.

Mais le temps reste à l'orage. Notre camarade Annie Ferrey est inculpée. Les demandes d'avortements se multiplient qui ne nous permettent pas d'oublier l'urgence d'une sensibilisation. On scande aussi :

« Avortement libre et gratuit, contraception ».

« Non-lieu pour Annie ».

« Ce n'est qu'un début, continuons d'avorter ».

Le débat a envahi Grenoble et peut-être la France. Des silences chuchotés des confessionnaires, il est passé dans la rue. C'est une première victoire. La loi de 1920 est bien morte. Personne ne parle d'allègement, hormis le procureur de la République et encore le fait-il à voix basse. Il nous faut aujourd'hui plus encore qu'avant mener de front la résolution de drames quotidiens avec peu de moyens dans la semi-clandestinité et la poursuite de l'intervention dans les quartiers, les maisons de jeunes, etc.

— Critique idéologique du rapport plaisir/procréation ; la contraception ; l'aliénation sexuelle ; la place de la femme ; le rôle de la famille ; la morale au secours des phantasmes exacerbés du passé ; l'avortement.

Par-delà la lutte présente et avec elle, c'est bien là le but du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC).

prise de conscience

Depuis de nombreuses années, le Planning Familial a multiplié ses interventions à Grenoble. Malgré la faiblesse de ses moyens financiers, il représente aujourd'hui plus qu'un simple service pour des milliers de gens, un lieu de débat et d'échange sur tous les problèmes de la sexualité. La justesse politique des termes dans lesquels est posé le problème par son président, Jacques Manent, dans son rapport moral du mois de février (adopté à l'unanimité moins une abstention) doit être soulignée. C'est ce qui lui permet aujourd'hui de garder la tête froide dans le combat présent.

Il en va de même pour les groupes Choisir et GIS. Ces deux mouvements extrêmement actifs intervenaient main dans la main avec le Planning Familial depuis de nombreux mois tant dans le débat que dans la pratique (des avortements en particulier).

C'est dans ce cadre que s'est tenue la première réunion constitutive du MLAC grenoblois au début du mois d'avril. Outre le Planning Familial, Choisir et le GIS, on trouve la CFDT, le PSU, le PS et la Ligue Communiste.

Un contentieux s'établit pour insister sur le combat à long terme qui est à mener et ce dans des termes compréhensibles et non provocateurs.

L'irruption dans l'actualité des « 500 avortements » met très rapidement face à face deux conceptions du MLAC, celle que nous venons de décrire et celle du « Comité de soutien », cherchant à obtenir une victoire immédiate et une mobilisation baudruche avant la prochaine lutte sur un autre terrain.

Les membres constituants du MLAC — à l'exception de la Ligue — tiraillée entre les deux conceptions — imposent dans la pratique et dans les déclarations publiques leurs options quant au combat du MLAC, ce qui conduit jusqu'à ce jour à en différer la constitution définitive sur le plan grenoblois.

Si notre objectif immédiat est la réussite de la journée du 18 mai et du meeting au stade de glace, nous savons que le combat intérieur se poursuit et que ce n'est pas une victoire partielle au Parlement qui libérera les hommes et les femmes vis-à-vis de la sexualité.

C'est le sens de l'appel lancé dans la presse le 17 mai par le Bureau fédéral de l'Isère :

« Face à la réaction du pouvoir, une prise de conscience s'est développée dans la population qui tend à donner un caractère politique à la lutte engagée pour la reconnaissance du droit à l'éducation sexuelle, la contraception et l'avortement, car tout illustre aujourd'hui le caractère de classe du système qui opprime la sexualité. »

C'est aussi le sens de l'action du PSU tout entier dans ce domaine.

Gérard BLANC ■

• avoir vingt ans sous Pompidou

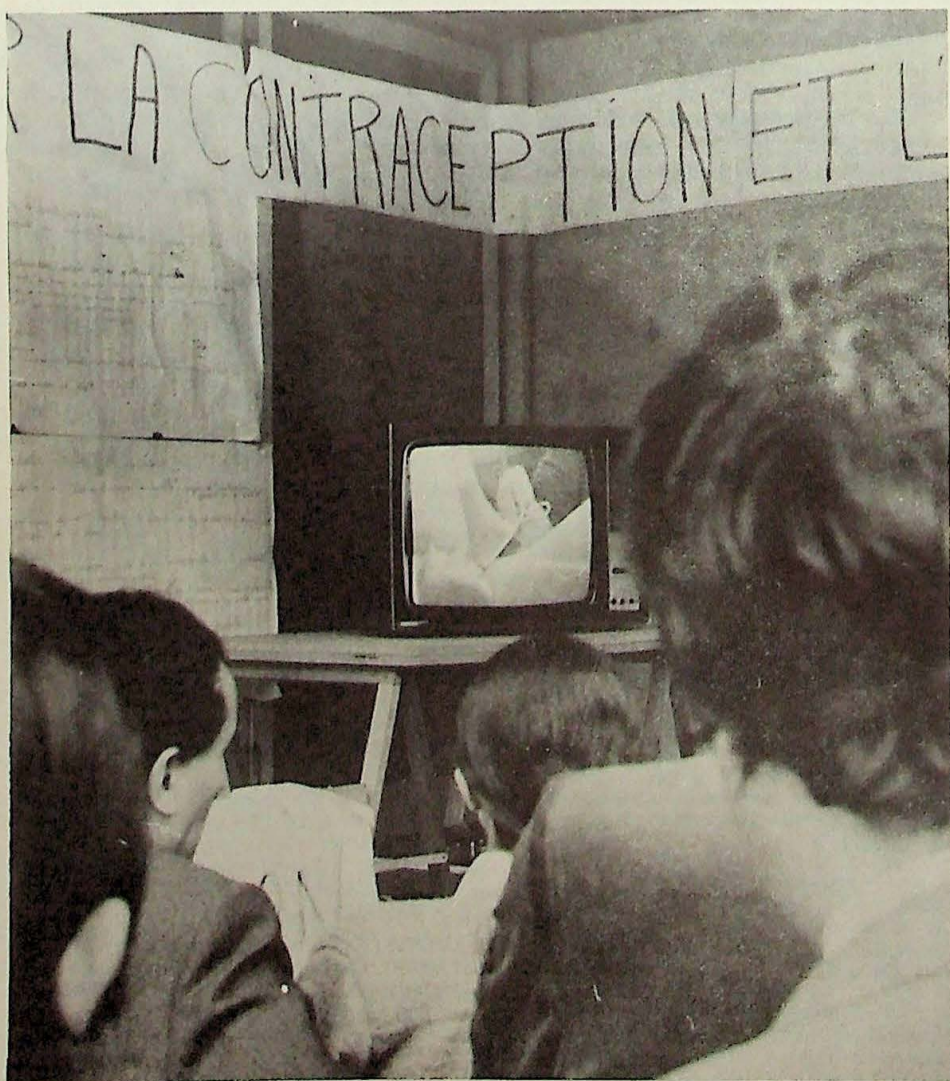
Grenoble, deuxième trimestre 71, 14 heures. Devant le lycée Stendhal, Guy Laivigne et deux camarades installent des panneaux sur le thème de la répression sexuelle dans les lycées. On y parle d'un professeur de lycée, Françoise Cluchague, révoquée pour avoir commenté en classe le livre de Jules Celma, « Le journal d'un éducateur » (éd. Champ Libre).

L'administration réagit : discussion, bousculades, panneaux arrachés. Les flics sont appelés et embarquent Guy et un de ses « complices ».

Guy sera tout de suite innocenté par le témoignage d'un flic déclarant qu'il n'a pas participé aux violences. Il est relâché et part en voyage. En revenant à Grenoble quelques mois après, il apprend qu'il a pris un an de taule par défaut ! On vous passe les détails. Toujours est-il que Guy est maintenant au trou, à Varcès, Isère. (On peut lui écrire, ça lui soutiendra le moral).

C'était notre rubrique : il fait bon vivre, quand on a vingt berges, dans la France à Pompidou.

Correspondance ■



Saint-Etienne - Jean-P. Pignatelli

les soutiers de l'enseignement

La semaine d'action de la F.E.N. sur l'auxiliariat dans l'Education Nationale — soutenue par le S.G.E.N.-C.F.D.T. et les Enseignants du Technique — a été marquée par une grève importante le 15 Mai, accompagnée de manifestations, en particulier à Paris. C'est la première fois depuis bien longtemps — si l'on excepte les brouds d'honneur sur la laïcité — qu'est organisée une grève nationale avec un objectif précis. Elle remplace avantageusement la grève traditionnelle de 24 heures où la plate-forme qui la justifiait était tellement large et diversifiée qu'on ne savait plus très bien exactement pourquoi on faisait grève : ce qui ne favorise guère la détermination dans l'action — mais laisse carte blanche pour les négociations avec le ministère...

Aujourd'hui ce n'est plus possible. Comment expliquer le changement ? Quelles conséquences en tirer ?

L'ECOLE, service public, a pour fonction de fournir au prix le plus bas, la main-d'œuvre nécessaire à la reproduction élargie du capital.

Pour que ce service marche au mieux, sans trop de heurts, l'Etat a su associer les « travailleurs de l'enseignement » à cette tâche, en accordant quelques avantages matériels et une place importante aux organisations syndicales dans l'institution scolaire elle-même (rôle des commissions paritaires, etc.).

Les nécessités à la fois économiques et politiques du système ont amené le régime à augmenter la pression et la productivité — économique et idéologique — de l'appareil scolaire. Cela signifie d'une part, que les conditions de travail des enseignants et des élèves se sont aggravées (effectifs, heures supplémentaires obligatoires, etc.) et d'autre part, que le recrutement du personnel enseignant s'est modifié : en réduisant l'embauche par la voie royale — les concours — et en faisant appel à des auxiliaires licenciés d'enseignement n'ayant pas pu passer les concours, qui sont sous-payés et qui peuvent être mis à la porte sans problème. « L'amélioration de la qualité du service public » signifie accroître la productivité au détriment du personnel et des élèves.

Et pas n'importe quels élèves : il y a 16 % de maîtres auxiliaires dans les lycées, il y en a 45 % au moins pour les classes pratiques et de transition. On confie à des auxiliaires qui n'ont pas eu le temps d'avoir une formation pédagogique — que les titulaires reçoivent après les concours, la réussite à ceux-ci n'ayant en elle-même aucune signification pédagogique — les élèves sous-culturellement les plus défavorisés et qui auraient le plus besoin de soutien pédagogique...

volant de chômage

En résumé, nous assistons dans l'école à la mise en œuvre d'une politique de l'emploi valable pour tous les travailleurs et visant à créer un volant de chômage pour peser au maximum sur les conditions de travail de tous ; l'objectif annexe du pouvoir étant de diviser les travailleurs, de faire s'opposer ceux qui ont quelques avantages à ceux qui n'ont rien, en maintenant sans cesse aux limites du marché du travail des bataillons de marginaux qu'il peut faire entrer en scène ou retirer selon ses besoins.

La résorption de l'auxiliariat figure depuis longtemps dans les plates-formes syndicales, mais noyée dans tout

Ce n'est pas un hasard non plus si les liens plus étroits entre la CFDT et le SGEN ont permis à celui-ci de poser plus nettement le problème d'ensemble de l'auxiliariat et d'en tirer les conséquences pour l'action.

Les auxiliaires ont dû faire sauter toute une série de blocages pour poser leurs problèmes :

— **blocage structurel catégoriel** : les auxiliaires se recrutant dans toutes les catégories, ils ont été amenés de fait à nier organisationnellement les différences catégorielles si avantageuses pour le pouvoir ;

— **blocage idéologique** : la remise en cause des catégories aboutit en fait à une mise en cause de ce qui les sous-tend et les justifie : la hiérarchie.

C'est la préparation de la rentrée 73 qui est à l'ordre du jour, avec comme objectif immédiat d'empêcher par tous les moyens le licenciement prévu de 4.000 MA.

Là va se poser le problème du rôle respectif du CL et des organisations syndicales d'enseignants.

Pour nous, par leur pratique et leur fonctionnement, les comités d'auxiliaires sont une critique vivante, « en actes », de la stratégie et du fonctionnement actuels du syndicalisme enseignant.

un instrument précieux

Cependant cette volonté d'autonomie — politique et organisationnelle — ne peut signifier l'abandon pur et simple de l'intervention dans le syndicalisme existant et, a fortiori, la négation de la nécessité de l'organisation syndicale dans la période actuelle. Constitué sur la base de la défense des auxiliaires, les comités d'auxiliaires ne peuvent, sans risque de minorisation accélérée, prétendre à être l'alternative organisationnelle au syndicalisme actuel qui doit rassembler, face à la politique gouvernementale, rapidement décrite plus haut, l'ensemble des usagers, titulaires et auxiliaires, travaillant dans l'école.

Face à la répression, l'outil syndical reste, malgré tout, un instrument de défense précieux, devant permettre, justement, l'expression des auxiliaires.

Si, par conséquent, il n'est pas question de pratiquer un suivisme de fait par rapport à l'organisation syndicale (style Ligue, en gros), si, par contre, l'expression autonome des auxiliaires doit être défendue, il n'en reste pas moins que le succès même des auxiliaires dépend aussi de la manière dont ils auront su s'adresser aux titulaires syndiqués à la base.

C'est ce que semble déjà avoir réussi par exemple le CDA de Rennes car ce n'est pas un hasard si de l'aveu officiel, c'est dans cette académie que le mouvement a été le plus suivi de toute la France. Dans un premier temps, c'est aux auxiliaires eux-mêmes à tirer un premier bilan de l'action entreprise.

Bernard RAVENEL ■

(1) Auxiliaires en lutte. Brochure du C.L. des M.A. Région parisienne. En vente à T.S. - 6 F.



un catalogue. D'autre part, structurée à partir des divisions hiérarchiques de l'école, la FEN se situe d'abord dans une perspective de défense prioritaire des catégories les plus fortes et les plus « installées », les titulaires, le problème de l'auxiliariat n'étant posé qu'en termes individualisés, de résorption progressive.

La prise en charge des problèmes de l'auxiliariat ne pouvait être le fait que des auxiliaires eux-mêmes à partir du moment où le nombre de ceux-ci (1967 : 136.000 ; 1970 : 208.000) permettait de les poser en termes de masse.

Tout l'historique de la constitution des Comités d'auxiliaires cette année scolaire, est là pour le prouver (1).

Les Comités d'auxiliaires en posant la revendication de titularisation immédiate des auxiliaires — et d'arrêt définitif du recrutement d'auxiliaires — en viennent par là même à revendiquer à la fois la sécurité d'emploi, un même statut et un même salaire pour tous.

Voilà en réalité le caractère profondément subversif de la lutte des auxiliaires.

En imposant au syndicalisme enseignant l'auxiliariat comme axe de lutte prioritaire, les auxiliaires — et leur expression actuelle majoritaire, les comités de lutte — ont remporté un succès incontestable.

Cependant rien n'est réglé et la question est de savoir maintenant comment l'action doit se poursuivre.

• élections au S.N.E.S.

(mise au point)

LES élections à la C.A. Nationale du S.N.E.S. ont lieu début Juin, ceci est du ressort de ce syndicat ; mais nous sommes concernés directement quand nous lisons à la fin de la déclaration de la liste Unité et Action (U.S. n° 17, page 10) :

« U. et A. regroupe des militants appartenant au P.S., au P.S.U., au P.C., ou n'appartenant à aucune organisation politique... Cette diversité est le garant d'une orientation véritablement syndicale élaborée en toute indépendance... »

Laissons de côté le problème de l'indépendance du S.N.E.S. (c'est évidemment tout à fait par hasard si ses prises de position coïncident toujours

avec celles du P.C.F.), pour parler de cette prétendue appartenance au P.S.U. de certains militants U. et A.

Il y a 2 ans, une déclaration semblable avait déjà assuré une mise au point de Robert Chapuis (T.S. n° 497) : le Conseil National du P.S.U. de janvier 1971 a décidé l'incompatibilité entre l'appartenance au P.S.U. et des responsabilités au sein des tendances réformistes des syndicats enseignants (U. et A., U.I.D. pour la F.E.N.).

pas d'ambiguïtés

Qu'on ne nous accuse pas de sectarisme ; il s'agit simplement de prendre acte de la contradiction entre les positions du P.S.U. et celles d'U. et A. : problème de la hiérarchie, participation, rôle de l'école, rapports avec les lycéens, etc (pour ne citer que les exemples les plus frappants).

Il est vrai que pendant un certain temps, on a pu trouver des militants du P.S.U. dans presque toutes les tendances de la F.E.N. ; mais, d'une

part, les positions de ces tendances n'étaient pas toujours très tranchées (ce qui n'est plus le cas !), et d'autre part, depuis 1968, celles du P.S.U. se sont clarifiées, dans un sens révolutionnaire.

Nous laissons donc à d'autres ces ambiguïtés, par exemple au P.S., dont les adhérents se trouvent le plus souvent à U.I.D. et à U. et A. (quand ce n'est pas au F.U.O.I.). Mais pour nous les choses sont claires : si des camarades se réclamant du P.S.U. sont effectivement sur la liste d'U. et A. pour les élections à la C.A. du S.N.E.S., où bien ils ne connaissent pas les idées d'U. et A. (cf programme commun) ou bien ils ne sont pas d'accord avec les nôtres !

Quant au désir des responsables U. et A. de faire croire à leur indépendance, il s'explique par des raisons électorales : s'ils voulaient vraiment en faire la preuve, ils'en auraient l'occasion en se démarquant parfois de la politique du P.C.F. (ce qui n'est pratiquement jamais le cas !).

Paul Trémintin. ■

La Réunion : une île en grève

Ça barde à la Réunion, terre d'élection de M. Michel Debré. Depuis le 7 Mai, à l'appel de la C.G.T.R., de l'U.D.-C.F.D.T. et de l'U.D.-F.O., réunis en inter-syndicale, une grève généralisée s'est déclenchée dans le secteur privé. Selon certaines informations, difficilement contrôlables, la répression policière aurait déjà fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'aux revendications des travailleurs réunionnais, le pouvoir ne sait opposer que la force des matraques et les grands silences de la télévision...

PRECEDE d'une journée d'avertissement, le 24 avril dernier, le mouvement revendicatif a donc repris

le lundi 7 mai, après l'échec des négociations avec le patronat local. La dureté du conflit en cours s'explique aisément du fait de l'extrême misère où se trouvent maintenus les travailleurs du secteur privé, dans cette île où le système féodal se perpétue par la fraude électorale et la violence.

12 % de hausse

Qu'on en juge : depuis un an, les denrées alimentaires n'ont cessé d'augmenter de façon prodigieuse (12 % selon l'INSEE-Réunion), et en particulier le poisson, les fruits et légumes, la viande, et surtout le riz, nourriture de base, voire unique, des plus démunis. (Le riz « ordinaire » est passé de 45 F CFA à 65 F CFA, et le riz « de table », de 80 F à 155 F CFA.) La plupart de ces denrées sont d'ailleurs importées, ce qui permet aux impor-

tateurs et grands magasins de substantielles marges bénéficiaires.

Si les prix grimpent rapidement, le SMIC horaire plafonne, lui, à 155 F CFA (équivalence : pour un smicard travaillant 44 heures par semaine, pouvoir d'achat de 430 F...) en retard de 77 F CFA (1,54 F) sur le SMIC métropole, alors que les prix, eux, sont en avance : c'est même reconnu officiellement, puisque les fonctionnaires reçoivent un supplément de salaire pour vie chère...

Quand on sait qu'en plus un très grand nombre de travailleurs sont payés en dessous du SMIC, notamment les salariés agricoles et les personnels domestiques (l'essentiel de la population active féminine), des cadres, fonctionnaires métropolitains ou créoles ; et que de surcroît l'île compte environ 40 ou 45.000 chômeurs, soit près de 30 % de la population active, on commence à comprendre la dureté du conflit en cours...

à la suédoise

A côté de cette masse des travailleurs vivant dans la gêne, aliénés par l'assistance (les allocations familiales constituent souvent la part la plus importante du revenu), une armée de fonctionnaires et de cadres vit dans un luxe à la suédoise dont l'étalage ne contribue pas peu à renforcer la combativité des travailleurs. Le moindre agent de l'Etat gagne quatre fois plus que le smicard, six à huit fois plus pour un fonctionnaire moyen (enseignant par exemple). Sans compter les privilèges coloniaux comme la prime d'installation, l'indice de correction des salaires pour vie chère, les congés administratifs.

Une telle situation aboutit à créer une caste de bureaucrates politiquement dociles, dont l'idéal pour un grand nombre est le virement sur un compte bancaire en France du CFA gagné à la Réunion : ainsi se

construisent bien des villas sur la Côte d'Azur !

Les travailleurs de la Réunion font donc grève et luttent :

— pour obtenir une augmentation de 5.000 F CFA sur tous les bas salaires ;

— pour que le SMIC soit porté à 45.000 F CFA par mois.

La lutte est d'autant plus dure que les capitalistes locaux bénéficient de la bienveillance du pouvoir UDR. Derrière la distorsion des salaires, de l'emploi, il y a surtout le problème de l'incohérence de l'économie réunionnaise totalement aliénée à une métropole colonialiste. Les travailleurs de la Réunion sont à la recherche de leur unité et sont sur la bonne voie ; les syndicats du secteur public prennent lentement conscience du phénomène réunionnais (le SNES, en signe de solidarité a lancé et a peu près réussi une première collecte auprès de ses adhérents pour soutenir l'intersyndicale ouvrière).

La gauche a considérablement progressé au cours des dernières élections malgré la fraude tous azimuts, les pressions politiques ou les mesures d'intimidation (nombreuses manœuvres militaires).

La féodalité au pouvoir (usinières, grands propriétaires, professions libérales) est condamnée, pour se maintenir en place, à utiliser la violence : le combat pour la liberté et le pouvoir ouvrier est un travail de longue haleine à la Réunion.

Correspondance ■

● le service n'est plus compris

20 ans dans l'hôtellerie, et c'est sa première grève : cette serveuse de l'hôtel P.L.M., bd Saint-Jacques à Paris dans le 13e arrondissement, raconte les conditions d'une lutte qui a touché, la semaine passée, d'autres grands hôtels parisiens (de la chaîne Concorde).

10 MAI, huitième jour de grève. Une grande banderole accrochée aux arbres qui font face à l'entrée de l'hôtel proclame : « Rotschild peut payer ». Sur la façade, des affiches et des dessins en plusieurs langues expliquent aux passants et à la clientèle étrangère les revendications du personnel. Et on trouve aussi la photocopie d'une note de la direction générale qui explique le point des négociations. Elle est barrée d'un non ferme rajouté au stylo feutre : c'est la réponse des grévistes.

Environ 400 des 463 employés du nouvel hôtel, ouvert depuis près de 16 mois par la firme P.L.M. dont le baron Guy de Rotschild est l'un des principaux actionnaires, sont en grève pour réclamer deux jours de repos hebdomadaire, une réduction de l'horaire de travail de 48 à 44 heures et une augmentation de 10 % en trois fois échelonnée jusqu'en décembre qui porterait aujourd'hui le salaire minimum à 1.040 francs.

La direction a accordé jusqu'à maintenant 2 jours de repos... mais à partir du 1^{er} novembre, 2 h de réduction immédiate de l'horaire, le salaire minimum à 1.040 francs (et même 1.100 francs en cas de reprise immédiate du travail), l'ouverture de négociations sur les conditions de travail ; mais les grévistes insistent sur la diminution immédiate du travail, et en tout cas avant la saison qui s'étale en gros de mai à octobre...

Dès lors, les principaux efforts de la Direction (le P.D.G. est G. Dalle, parent du P.D.G. de l'Oréal) visent à diviser les travailleurs : elle veut profiter de la présence de plus d'une moitié d'immigrés de toutes nationalités, de l'importante proportion de femmes, du fait que le syndicat FO ne prend pas part à la grève, du paternalisme traditionnel qui règne dans cette profession, du fait que le personnel administratif qui n'a pas le statut hôtelier, et donc qui n'a pas les mêmes revendications, ne prend pas part au mouvement. Elle met en avant la reprise du travail dans les hôtels de la chaîne Concorde, « les conséquences d'une prolongation de la grève qui porteront un très lourd préjudice... » (air connu), elle agite le chantage au licenciement. On raconte même que, dimanche dernier, ce sont les femmes des cadres qui sont venues faire les chambres des clients...

La dernière manœuvre en date consiste à séparer les délégués CGT du reste du personnel : « Vos délégués me disent que vous refusez de reprendre le travail malgré leurs conseils. » Ce qui est parfaitement inexact, disent les tra-

vailleurs : si les délégués ont estimé que les premières concessions de la direction étaient importantes, ils n'ont jamais conseillé la reprise. Toutefois, pour éviter la coupure entre syndiqués et non-syndiqués (il n'y a que 30 % du personnel syndiqué, à la CGT), ils ont élu un comité de grève dont ils ont obtenu qu'il participe aux négociations.

Les grévistes veulent tenir bon chaque matin, l'assemblée générale à laquelle participent près de 70 % des grévistes décide de la



Le baron Guy a-t-il eu de la peine ?

conduite de la grève. Ils ont maintenu les liaisons établies avec les grévistes de la chaîne Concorde ; ils ont organisé une manifestation le 9 mai devant la gare Saint-Lazare, au siège de la société. Ils ne déplorent que le silence de la

presse : « Les journalistes sont payés pour ne pas faire de peine aux Rotschild. » Les clients n'ont pas l'air hostile : un Américain a donné 200 F au comité de grève en leur souhaitant : « Success... » J.-F. M.

● Sécurité sociale : la base pousse

Après une grève de 48 h. (9 et 10 mai) et une rencontre infructueuse au ministère des affaires sociales, les employés de la Caisse primaire de Sécurité sociale ont entamé une grève illimitée à Paris, région parisienne et province. Ils protestent contre le nouveau système de remboursement par ordinateur. Ils ne sont pas contre la technique moderne, mais contestent la mise en application de ce système pour lequel le personnel n'est pas ou mal informé de son fonctionnement.

C'est la base qui a poussé les syndicats à mener l'action, accompagnant même les délégués syndicaux dans les centres pour informer le personnel.

Le 21 mai, les employés se sont rendus à nouveau au ministère des affaires sociales. Une action est menée activement, avec dialogues entre employés et population, pour l'application de la plate-forme commune en six points :

- maintien du pouvoir d'achat par un système d'échelle mobile ;

- augmentation de 3 % à compter du 1^{er} janvier 73 ;

- fixation du salaire minimum garanti à 1150 F. ;

- progression rapide des bas salaires par une augmentation mini-



male mensuelle de 70 F. à partir du 1^{er} janvier 73 ;

- regroupement et revalorisation des coefficients ;

- amélioration des conditions de travail ■

• IMMIGRÉS :

le combat de tous les travailleurs

-- RUE ST-MAUR (Paris) : vers les usines et les bureaux

Après les grèves de la faim qui se sont déroulées dans toute la France, les travailleurs immigrés de la rue St-Maur à Paris et le Comité de défense de la vie et des droits des immigrés ont décidé de passer à une nouvelle étape de la lutte. Face aux provocations et à la répression du pouvoir qui manie tour à tour bâton et carotte dans l'espoir de diviser l'immigration et d'exploiter en toute quiétude une main-d'œuvre dont il a besoin, un élargissement de la base du mouvement et la mobilisation de tous les travailleurs français et immigrés de la classe ouvrière s'imposent.

Il est en effet de plus en plus clair que la réglementation de l'immigration a pour conséquence de servir les intérêts du capitalisme et de l'impérialisme, de diviser la classe ouvrière et d'utiliser une main-d'œuvre étrangère contre les travailleurs français. Si l'on pense que la politique du patronat et du gouvernement à l'égard de certaines catégories de travailleurs français, les intérimaires et les auxiliaires en particulier est analogue, il apparaît urgent de mettre en échec ces manœuvres.

C'est pourquoi, quarante travailleurs immigrés, soutenus par de nombreux immigrés et Français, ont entamé une grève de la faim active dans les locaux de l'église N.D. de Ménilmontant. L'essentiel n'est plus cette fois la grève de la faim, mais l'effort de propagande qui l'accompagne. L'objectif est d'atteindre les ouvriers français et immigrés sur leurs lieux de travail, dans les entreprises ou les administrations, ou dans leur cadre de vie, dans les quartiers,

ainsi que dans les universités, chez les avocats et les médecins.

Un programme de manifestations, meetings, actions de tout genre, est en cours de réalisation. Dans une deuxième phase, une marche vers la province sera organisée à laquelle prendront part des comités régionaux.

Les travailleurs immigrés de St-Maur attendent de tous un soutien politique actif, (tracts distribués dans les boîtes, propositions précises de meetings, aide financière, voire jeûne de solidarité symbolique à leur local).

La lutte jusqu'à la victoire doit être celle de toute la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et l'arbitraire du pouvoir à son service, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet-Marcellin, l'obtention de la carte de travail dès l'embauche, la liberté d'expression et le droit au travail et à une vie décente.

Pierre BRUN ■



-- BAGNOLET (Seine-St-Denis) : échec aux expulsions

Le 26 mars dernier, le tribunal de Bobigny ordonnait l'expulsion de 14 travailleurs africains d'un foyer situé au 34, rue de l'Egalité (!) à Bagnolet. Ceux-ci ont fait appel. La décision a été mise en délibéré et sera rendue publique le 6 juin prochain. On doit tout redouter d'une justice aux ordres des capitalistes. Aussi, la mobilisation populaire, par des rassemblements, des manifestations actives de soutien est le plus sûr moyen d'empêcher que l'expulsion ait lieu.

Une liste, même impressionnante, d'organisations diverses (culturelles, sociales, politiques) appelant à une vague solidarité n'obtiendra jamais le résultat qu'un comité de soutien actif, faisant table rase des querelles de « chapelle », peut arracher. Une manifestation, dont les formes ne sont pas arrêtées définitivement est prévue, peu avant que ne soit connue la décision du tribunal. Elle ne sera qu'un des aspects d'une longue campagne.

Car le problème du logement des travailleurs immigrés est bien réel. Les conditions d'hébergement, un peu partout, sont scandaleuses. Les rodomontades des ministres (projet Gorce, d'il y a quinze jours); les pétitions, les délégations d'élus progressistes auprès des autorités administratives, tout cela ne fait pas avancer d'un pouce la solution d'une situation qui, en affaiblissant les capacités de récupération de la fatigue d'un travail déjà pénible et abrutissant rend les travailleurs immigrés plus

« dociles » et permet ainsi de diviser l'ensemble du monde du travail par le chantage et les menaces.

De nombreuses grèves des loyers pour des logements qui n'en sont pas ont eu lieu depuis quelques années. Certaines se poursuivent encore aujourd'hui, dans la banlieue parisienne entre autres Là, la volonté combative des locataires, soutenus par les travailleurs du voisinage, a permis de tenir provisoirement en échec les capitalistes et leurs divers instruments de pouvoir et de répression.

A Bagnolet, la grève du loyer a débuté à la fin de l'année dernière. Le foyer du 34, rue de l'Egalité a été ouvert en 1965 dans les locaux d'une ancienne usine. Il est actuellement loué à 52 travailleurs ayant entre 20 et 40 ans, et qui y demeurent depuis 2 à 8 ans. Une partie d'entre eux est originaire du Mali.

Ce foyer comporte 8 « chambres ». 2 de 10 personnes, 2 de 8 et 4 de 4. Le chauffage n'est pas partout. Des infiltrations d'eau ont été relevées. Les éviers servent aussi de lavabos. Il n'y a pas de chaises dans la « salle-cuisine ». Il existe, en tout et pour tout, 3 W.-C. et 2 urinoirs, une seule cabine de douche. Cette dernière fonctionne avec des jetons, chaque résident ayant droit à 4 jetons par mois !

Les réclamations, formulées notamment à chaque augmentation du prix des loyers, n'ont pas été suivies d'effet, malgré les promesses. Seules des améliorations de détail ont été faites. Or, en décembre dernier, est apposée une affiche indiquant qu'à partir du 1^{er} janvier 1973, le prix du loyer serait porté de 70,50 F. à 76,50 F.

42 résidents sur 52 ont alors décidé de refuser de payer cette augmentation, tant que les travaux ne seraient pas effectués. Rôle du gérant qui refuse de délivrer les quittances pour la partie payée. Face à ce nouveau refus les travailleurs décident de ne plus payer le loyer.

C'est dans ces conditions qu'est intervenue la procédure d'expulsion signifiée à 14 résidents, le fait que 14 aient été sélectionnés n'est pas un hasard. C'est le moyen de diviser l'ensemble des locataires pour les faire céder par petits groupes. Car chacun le sait : l'expulsion du logement, c'est un premier pas vers l'expulsion du territoire en « vertu » des circulaires scélérates Fontanet-Marcellin dont le pouvoir d'Etat essaie par ailleurs de redorer le blason par des artifices du genre, « service d'accueil » (!).

Mais là ne s'arrête pas le scandale. Le propriétaire de ce foyer-usine est l'Association des foyers de Nord-Africains de Paris et sa banlieue créée en 1959 et pudiquement rebaptisée depuis : « Association des foyers de la région parisienne ». Pour être membre de l'association il fallait être industriel. Il y avait d'autre part des représentants du gouvernement (travail, santé...) et de son administration (main-d'œuvre et emploi, caisse d'allocation familiale).

Des modifications dans les statuts sont intervenues depuis. Il n'est plus nécessaire d'être industriel pour devenir membre. Pourtant, la réalité est tenace : le bureau du Conseil d'Administration (quatre personnes, moyenne d'âge 71 ans) comprend trois directeurs de sociétés capitalistes et un ancien membre du ministère du travail. Comme on dit « n'en jetez plus, la cour est pleine » !

M. C. ■

• SKF : triste reprise

L'usine S.K.F. de St-Cyr-sur-Loire emploie 2.000 travailleurs pour fabriquer des roulements à billes. Il y a des mouvements divers depuis plusieurs mois. Le 25 avril dernier, en voici un nouveau qui se développe. Le Bon. Il partit d'un atelier à l'initiative de deux militants de la C.F.D.T. Peu à peu toute l'usine se met en grève sur des revendications claires : 200 F pour tous, grille de salaires, conditions de travail.

Un comité de grève se met en place tout seul, sans consultation de l'ensemble des grévistes. Il est composé de F.O. (majoritaire dans la boîte), C.G.T. (alors que certains de ses adhérents continuent à travailler), C.F.D.T. (active mais un peu timorée).

Dès lors F.O. et la C.G.T. vont travailler à la récupération du mouvement qui leur échappait. On élargit d'abord les revendications en ajoutant : 10 % d'augmentation, la prime de transport, les 40 heures... Et on fait tout pour mettre au deuxième plan les revendications initiales.

Au fil des jours la grève de la S.K.F. prend un allure de plus en plus traditionnelle. On tolère un comité de soutien, c'est-à-dire qu'on permet à certains d'aller quêter dans les rues pour les grévistes. Et c'est tout. Pourtant ce comité de soutien aurait pu empêcher la direction, qui voit 80 %

de la production bloquée, de faire sous-traiter par d'autres firmes... Si cela avait pu se réaliser en quelques jours Citroën était bloqué et on aurait peut-être vu alors qu'il n'y a pas que la C.F.T. dans cette entreprise.

Comme la grève continuait toujours au bout de trois semaines, la C.F.D.T. a tenté de mettre en place un véritable comité de soutien capable de poser tous les pro-

blèmes, d'abord au niveau du trust S.K.F., puis dans la région. Mais la partie est difficile face aux syndicats qui refusent cet élargissement. Ils démontrent que, quand on parle d'unité populaire, tout le monde ne met pas la même chose sous les mêmes mots... l'attitude de la C.G.T. à S.K.F. est particulièrement éclairante.

Correspondant ■

Dernière minute : reprise du travail votée à bulletin secret à l'initiative de la C.G.T., contre l'avis de la C.F.D.T... Moral plutôt bas.



PSU - DOCUMENTATION

Nombres disponibles :

N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international	3,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	2,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50
N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3,00
Vient de paraître :	
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile	1,50

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée
75015 PARIS

Paiement à la commande par chèque bancaire
ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.

entre rich

Les grandes manœuvres diplomatiques en cours entre Américains et Européens sont le prélude à ce qu'on appelle le Nixon-round, négociation globale qui doit redéfinir les règles du commerce international entre les puissants de ce monde. En attendant, les représentants d'une Europe qui n'a d'unie que le nom, s'en viennent un par un sonder les intentions de l'allié américain, qui n'entend pas que sa suprématie soit remise en cause. Ce qu'expliquent ici Robert Destot et Jacques Gallus.

C'EST parti. Les premiers pions sont poussés sur l'échiquier international. Chacun affirme sa tactique. Chacun cherche ses alliés. Europe-USA, la tête d'affiche est belle. Elle est programmée en septembre prochain à Tokyo. L'enjeu ? Une redistribution des cartes réglementant le commerce international entre les pays les plus riches du monde. Au sens capitaliste du terme.

Ce rééquilibrage économique et politique mondial intéresse bien sûr au premier chef les deux principaux protagonistes, mais Japonais, Canada et autres, espèrent bien avoir leur mot à dire et leur profit à tirer. Les Russes aussi d'ailleurs.

Pourquoi pas ? Ne viennent-ils pas de signer d'importants accords avec Washington et Bonn ? La curée s'organise et la diplomatie élyséenne s'agite en cette fin du mois de mai. Kissinger, Heath, Nixon, sans oublier Fayçal et son pétrole, le jeu est com-

plexe. C'est bien ce qu'a compris l'ancien Premier ministre du général de Gaulle. Mieux vaut participer à la signature d'un accord sans faire parler de soi, que jouer les triblions sans influencer fondamentalement sur la décision finale. Mais encore faut-il avoir un pion à pousser !

renoncement

Hegth et Pompidou sont bien tombés d'accord pour dénoncer le langage quelque peu provocateur tenu récemment par Washington. L'Europe des neuf doit présenter un front commun face au chantage américain. Toute concession ne se fera qu'au prix d'une réciprocité. L'initiative américaine des dernières semaines ne manque pas de souffle. En demandant aux Européens de renoncer à leur politique économique régionaliste, les Américains ne voient qu'un prétexte à rééquilibrer positivement leur balance



...ANTI VOL, SIRÈNE D'ALARME, PIÈGE A LOUP, DÉTECTEUR D'ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE...



DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

la C.E.E., qu'est-ce

L'IDÉE d'unifier l'Europe ne date pas d'hier. Sans remonter à Charlemagne ou au Saint-Empire, c'est à Churchill qu'il faut imputer la première ambition d'une Europe moderne, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais l'état de ruine des pays du vieux continent laissa plutôt la place à la tutelle américaine qu'à l'entraide européenne. Déjà, les États-Unis avaient compris que leur intérêt est de négocier avec les pays d'Europe pris un à un et non pas d'avoir en face d'eux un bloc soudé.

Cependant, l'idée européenne avait une réelle force, en particulier dans les milieux démocrates chrétiens, au pouvoir sous diverses formes en Allemagne, en Italie et en France. Leurs efforts aboutirent à la création, en 1950, de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) qui constituait une réalisation audacieuse du point de vue de l'unité européenne. Elle disposait en effet d'un budget propre composé de participation des six pays membres. Les décisions de la CECA étaient prises à la majorité des membres ; c'était la première application concrète du principe de supranationalité qui devait subir tant d'avatars par la suite. Composée de secteurs

économiques nationalisés ou suivis de près par l'Etat dans chaque pays, la CECA fonctionna bien à son début ; les choses se gâtèrent à la fin des années 50 lorsque le pétrole, se substituant au charbon, ce dernier connut une crise mettant au chômage des milliers de travailleurs en France et en Belgique notamment.

principes libéraux

La dégradation de l'esprit d'unité avait déjà connu une première étape lorsqu'en 1954 échoua le projet de Communauté Européenne de Défense. La majorité du Parlement français, et en particulier le président du Conseil, Mendès-France, avait compris que la CED, telle qu'elle était conçue, ne serait que l'annexe européenne de l'armée américaine et qu'elle interdirait toute politique réelle d'indépendance nationale et européenne.

Tirant les leçons de cet échec, les constructeurs du Traité de Rome qui fonda la CEE en 1957 s'en tinrent aux principes du libéralisme bien que bon nombre d'entre eux aient appartenu à des partis socialistes.

es...



commerciale, donc à résorber le déficit de leurs paiements. Les prétentions de Nixon avant les négociations de l'automne sont parfaitement claires. Il faut briser partout et sous toutes ses formes où elle serait susceptible de se présenter une concurrence jugée préjudiciable aux intérêts américains !

En clair : « Que l'on puisse faire ce que l'on veut, où l'on veut ».

L'impérialisme américain décide de passer aux actes. Légaliser à l'échelle planétaire ce qui était une pratique quotidienne de ses firmes multinationales (IBM, Ford, GM, Westinghouse...). Pour ces trusts, il y a bien longtemps que les frontières n'existent plus. Il y a bien longtemps que l'inflation constitue le ressort essentiel de ces trusts qui en vivent d'un pays à l'autre en assurant des arbitrages financiers. Avec des fonds incontrôlables. Les eurodollars en particulier.

Ainsi, à la veille de la rencontre Nixon-Pompidou en Islande, l'offensive américaine risque de blesser à mort l'organisation économique des Neuf, encore bien faible. L'offensive sera menée sur les deux fronts, monétaire et agricole. Les deux seuls secteurs où le Marché commun tente de s'organiser.

de nouveaux échanges

Pour les USA l'objectif est simple : la politique agricole commune doit disparaître et le marché agricole être totalement libéré d'ici à 1980. Si les Allemands acceptaient en 1974 d'importer d'Amérique plus de produits agricoles, la première victime serait l'agriculture française. Nous sommes un des principaux fournisseurs de l'Allemagne dans ce secteur. Que deviendraient alors les 23 % de notre commerce extérieur dirigés vers ce pays ?

Or Willy Brandt, après avoir vendu ses usines à Brejnev, n'est pas près de renoncer non plus à la couverture militaire américaine.

Alors ? Alors le chef de la social-démocratie allemande serait bien tenté de signer la nouvelle charte de l'Atlantique proposée par Kissinger. Dans ces conditions, le Nixon-round, outre les rapports commerciaux et politiques entre les deux côtés de l'Atlantique, risque de transformer radi-

calement la structure des échanges entre les pays de la Communauté elle-même. Son délicat équilibre monétaire aussi.

Dans ce domaine, ce sont les Anglais qui risquent de craquer. La livre sterling n'a pas rejoint le rang des autres monnaies européennes. L'union monétaire prévue en 1974 entre les Neuf suppose que le sterling cesse de flotter. Or, comme les Américains, les Anglais découvrent les délices de

Les cartes de Pompidou sont faibles. Vouloir jouer celle du schéma unificateur, ne manquerait pas de faire sourire s'il n'était illusoire. Ne nous y trompons pas. L'expansion à la française, fierté de notre pouvoir, risque fort d'en prendre un coup.

Notre balance commerciale est trop tributaire d'une politique agricole complaisante, fondée sur un aberrant système de prix et forgée par des coups d'éclat de prestige. Chirac restait ré-



...comme larrons en foire...

l'instabilité monétaire. Pourquoi s'accrocher aux vieux principes de la stabilité des monnaies ? Une dévaluation, liée à une parité changeante, permet de s'accommoder très bien d'une inflation galopante sans avoir à s'attaquer à ses racines, pour ne pas violer trop d'intérêts.

Dès lors, le front des Neuf risque fort de ne rester qu'une hypothèse d'école dans ce domaine primordial, un « climat d'entente » pour utiliser un délicieux euphémisme diplomatique. Mais concrètement, comment concevoir un arrangement international relayant les accords caducs de Bretton Woods ? Sans garantie de stabilité monétaire, que vaudrait en effet une nouvelle réglementation commerciale ? Comment imaginer que pourrait être freiné le développement sauvage de l'exploitation des pays capitalistes ?

Non. Nous ne sommes pas à la veille du jour qui verra cesser le pillage systématique de la zone des tempêtes.

cemment dans la grande tradition gauloise. Sans ménager les lendemains.

La Chine, malgré nos missions diplomatiques, préfère entamer son ouverture commerciale avec le Japon. Les Allemands retrouvent leur irrésistible attirance vers l'Europe de l'Est. Les Anglais ont leur système de défense trop dépendant des USA.

Redistribution des cartes à Tokyo ? Sûrement. Mais si les autres pays européens sont prêts à en tenir et à en jouer d'autres.

La seule reconversion que nous propose le pompidolisme, est-ce l'accentuation de la vente d'armes aux régimes réactionnaires ? La reconversion française risque fort d'être pénible. Enfin, pénible pour les mêmes, pas pour tous.

A printemps tiède, automne chaud ?

Pourquoi pas, si pour la première fois en Europe les travailleurs décidaient de s'attaquer au même exploiteur, et de bouleverser le jeu ?

Robert DESTOT ■

ue c'est ?

La Communauté Economique Européenne, c'est-à-dire le Marché commun, n'est en effet que l'extension géographique des principes libéraux en vigueur dans chaque pays. Ces principes sont au nombre de quatre : liberté de circulation des marchandises, c'est-à-dire fin des contingentements et des droits de douane, liberté de circulation des capitaux, c'est-à-dire fin du contrôle des changes, liberté d'entreprendre, c'est-à-dire possibilité de créer des entreprises dans un autre pays de la Communauté et, enfin, liberté de circulation des hommes, c'est-à-dire possibilité d'aller travailler au delà des frontières.

D'un strict point de vue économique, tous ces principes ne constituent pas un Marché commun, mais une zone de libre-échange dans la plus pure tradition du libéralisme concurrentiel. La CEE ne forme un Marché commun que dans le domaine agricole, en vertu de deux mécanismes spécifiques. Le premier est la fixation de prix communautaires uniformes pour chaque type de produits agricoles ; le second est l'existence d'un Tarif Extérieur Commun (le TEC), qui est un droit de douane identique pour tous les membres de la CEE vis-à-vis des produits

agricoles importés. L'agriculture européenne est donc uniformisée à l'intérieur et protégée systématiquement contre l'extérieur.

L'Europe n'existe pas

Pour l'avenir du socialisme en Europe, il importe de constater que les Etats européens n'ont aujourd'hui une possibilité d'action conjointe que sur le domaine agricole. Mais sur le terrain de l'industrie (où le projet de créer une communauté pour l'énergie atomique, Euratom, a piétinement échoué), des services ou de la monnaie, l'Europe n'existe pas. Seul existe le libre-échange européen. Ceci signifie en clair que les grands trusts nationaux ou multinationaux se développent d'une façon telle que les Etats, pris un à un, n'ont plus la force nécessaire pour opposer leur volonté à des unités économiques de cette taille, et qu'en même temps, aucune autorité politique européenne n'apparaît pour tenir ce rôle. Bien entendu, dans le régime capitaliste, malgré une certaine autonomie de décision de l'Etat, il n'est pas question que celui-ci et les grandes entreprises s'opposent radicalement. Mais cette disproportion de puissance entre les entreprises actuelles, nées du libre-échange, et les structures étatiques posera des problèmes ardues aux socialistes. Nous

aurons l'occasion de reparler de cette question difficile.

Mais il faut bien voir qu'avant la rencontre Nixon-Pompidou ce développement du libre-échange en Europe ne plait pas à tout le monde. Quelques chiffres très brefs le feront comprendre immédiatement. Le tableau suivant exprime la part des exportations mondiales en provenance des principales régions du monde, en 1960 et en 1970.

CEE	23,3 %	28,4 %
Pays en voie de développement	21,3 %	17,1 %
Etats-Unis	16 %	13,5 %
Pays socialistes	11,8 %	10,6 %
Japon	3,2 %	6,2 %

Ces statistiques sont extrêmement éloquentes. Elles montrent que la CEE, qui était déjà la première puissance commerciale du monde en 1960, a considérablement amélioré son avantage pendant la décennie tandis que toutes les autres régions du monde, sauf le Japon, reculaient. Il est bien évident que cette évolution est fort déplaisante pour les Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle ils ont, dès 1963, lors du Kennedy Round, tenté de négocier de nouveaux rapports commerciaux avec le Marché commun. Cette négociation Kennedy avait apporté quelques révisions de droits de douane en faveur des Etats-Unis, mais pas suffisamment pour empêcher le déclin commercial de ce pays.

Or, depuis le début des années 70, la situation ne fait que se dégrader pour ce dernier. Sa balance commerciale a été déficitaire de six milliards de dollars (30 milliards de francs) en 1972, et ce chiffre pourrait doubler en 1973 ; d'autre part, le Marché commun s'est renforcé par l'entrée de trois nouveaux membres. La concurrence intercapitaliste se fait donc de plus en plus sévère.

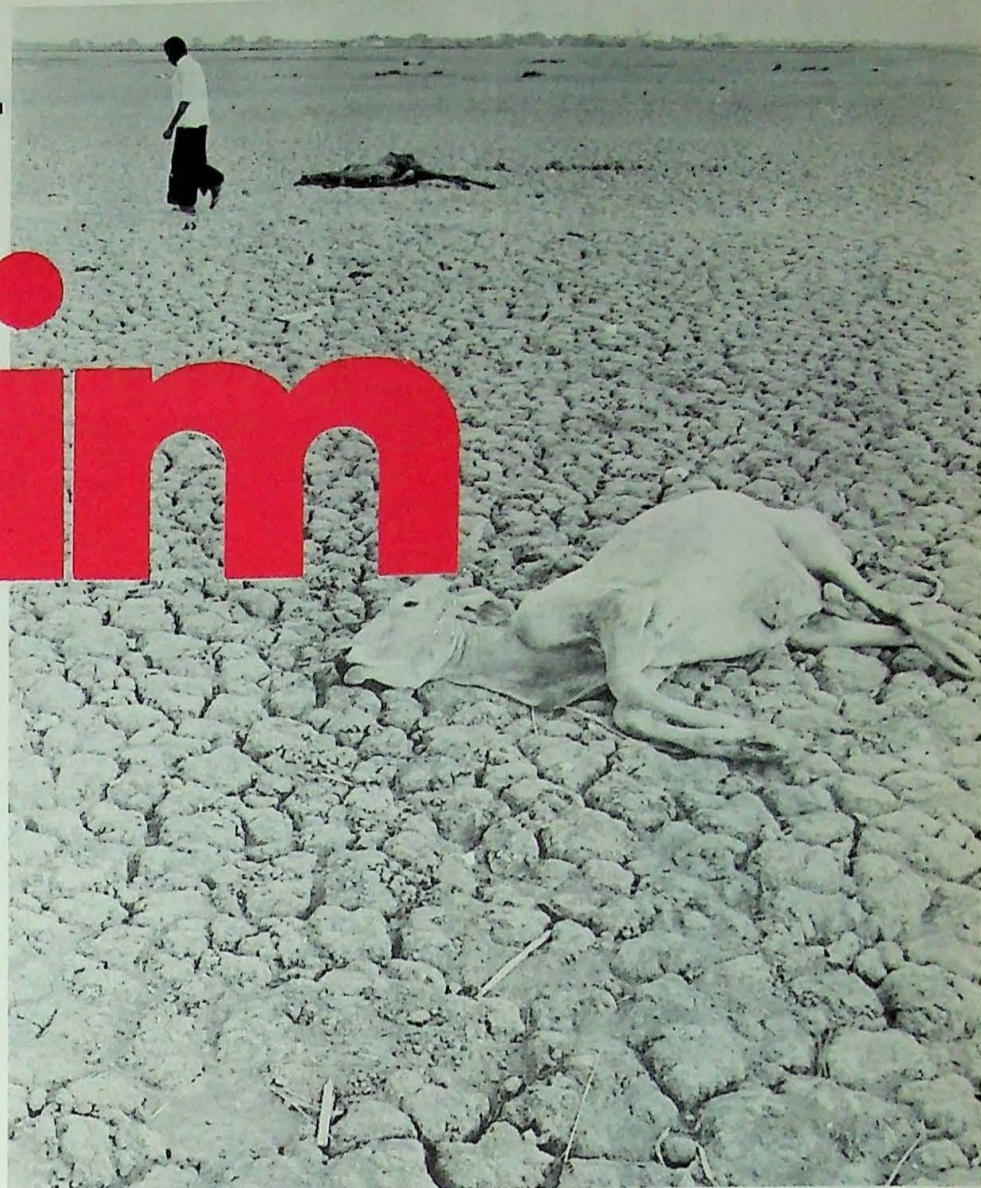
C'est pourquoi la bataille fait rage.

Le premier round a été gagné par le capitalisme européen qui, comme on l'a vu, a accru sa part de gâteau depuis 1960. Le deuxième round vient d'être gagné par les Etats-Unis grâce à leur dévaluation « sauvage » du dollar et par la maîtrise du système monétaire international qu'ils ont conservé, ce qui leur permet de faire la pluie et le beau temps sur le marché des changes, en menaçant d'une nouvelle dévaluation de leur monnaie (ainsi que « TS » l'avait laissé prévoir, n° 570). Le troisième round, enfin, doit se jouer sur un double terrain.

Sur le terrain commercial, l'automne prochain, avec le grand marchandage Europe - Etats-Unis - Japon (c'est ce que l'on appelle le Nixon round par analogie avec le Kennedy round d'il y a dix ans). Mais aussi sur le terrain politique où les Européens vont devoir répondre aux propositions de M. Kissinger.

Jacques GALLUS. ■

la faim



Plusieurs millions d'hommes vont sans doute mourir de faim avant la fin de l'année. Déjà, les vivres manquent en Inde, en Amérique centrale et surtout en Afrique occidentale, où la situation est particulièrement catastrophique : les prix des denrées de base montent en flèche, les paysans quittent leurs villages, puisque, de toute façon, la récolte de l'année sera dérisoire ou nulle, et vont s'entasser dans les immenses bidonvilles qui entourent les grandes villes. La « soudure » entre les deux récoltes, toujours pénible, risque de se traduire cette année par des hécatombes. Or cette situation ne rencontre en France et en Europe, malgré les cris d'alarme des spécialistes (1) qu'une scandaleuse indifférence.

La cause première de la famine qui menace est certes la sécheresse, particulièrement grave cette année, la pire qu'ait connue la planète depuis 1914. Ce phénomène météorologique, dont les causes sont mal connues, est sans doute indépendant de l'action humaine. Mais cette sécheresse n'est pas la première, et les conséquences, cette fois, risquent d'être beaucoup plus tragiques, car elles sont aggravées par un certain nombre de facteurs strictement humains et politiques.

Les observateurs sur place ont déjà noté que la terrible flambée des prix qui se développe actuellement et met la plupart des familles de réfugiés hors d'état d'acheter la nourriture indispensable à leur survie, a largement pour origine la spéculation des bourgeois nationales : pressant la hausse des prix que provoquera la faiblesse des récoltes, les spéculateurs entassent les stocks, provoquant dès maintenant l'envolée des prix et la disparition des vivres de tous les marchés publics. Au Sénégal, pourtant gravement tou-

ché, les gros commerçants font passer clandestinement la frontière aux sacs de riz qu'ils avaient accumulés dans leurs entrepôts, pour les vendre au Mali qui est plus gravement atteint encore, au mépris des mesures d'urgence prises par le gouvernement sénégalais : cette version particulièrement sinistre du marché noir condamne à mort des milliers de réfugiés, pour les profits de quelques privilégiés.

En 1914, l'Afrique avait déjà subi une grande famine. Or, cette année les récoltes désastreuses mettent en présence une population supérieure à celle de 1914, pour des ressources moindres : le moins qu'on puisse dire est que la politique coloniale a aggravé la situation.

générosité...

Mais ce mécanisme touche surtout les villes — qui regroupent une grande partie de la population. On pourrait penser que seule la calamité naturelle est responsable en ce qui concerne les paysans restés sur place tant bien que mal, hors des circuits commerciaux : il n'en est rien. Eux aussi sont victimes de la spéculation, mais il s'agit cette fois d'une toute autre échelle, ce ne sont plus les bourgeois nationales qui sont en cause, mais leurs maîtres européens ou américains eux-mêmes.

C'en est à ce point que les pays touchés ne peuvent plus compter que sur la générosité des pays industriels riches, qui souffrent, eux, de surproduction agricole chronique : il est si évident qu'une redistribution des stocks s'impose que même nos dirigeants sont en train de s'en rendre compte : pour une fois, les moyens de transports des pays sous-développés, conçus pour exporter les produits tropicaux, pourraient fonctionner à l'envers.

En effet, le colonialisme a tiré et tire encore une grande partie de ses superprofits de l'économie de plantation : s'appropriant les meilleures terres, les compagnies anglaises, françaises ou américaines les ont converties en plantations dont les produits (sucre, café, thé, cacao, caoutchouc, arachide, etc.) sont strictement destinés aux métropoles : toutes ces terres riches sont perdues pour les cultures vivrières, ce qui aggrave la famine.

Mais on peut douter de l'efficacité des dons quand on sait (souvenons-nous du Biafra) qu'une bonne partie en est généralement détournée par les administrations locales, une autre gaspillée et que, de toute façon, les intestins des enfants affaiblis ne supportent pas le lait pasteurisé qu'on leur envoie par tonnes...

les ressources ne suivent pas

L'économie capitaliste est donc pour beaucoup dans l'hécatombe qui se prépare, et la responsabilité des pays industriels, directement ou par l'intermédiaire des bourgeois nationales, est particulièrement grande.

Mais ces plantations ne sont pas seulement des kystes dans les pays ex-colonisés ou dominés, elles perturbent toute l'économie et la société paysanne traditionnelle. Pour faire marcher ces plantations, il faut en effet de la main-d'œuvre, beaucoup de main-d'œuvre saine et travailleuse (ou même trop pour que les salaires baissent). C'est pour cette raison, et aussi au nom des grands principes humanitaires que les colonisateurs ont cherché la « révolution sanitaire » qui fit chuter de façon spectaculaire la mortalité, sans réduire la natalité (pas de contraception, bien entendu !), si bien que nombreux sont les pays sous-développés en pleine explosion démographique, leur population s'accroissant tous les ans de millions de bouches à nourrir, sans que les ressources suivent.

Ce sont les grandes sociétés, avec la complicité des gouvernements locaux — eux-mêmes contraints, puisque les pays tropicaux d'Afrique tirent le plus clair de leur revenu de la vente de ces produits — qui saignent l'économie des pays sous-développés et font d'une sécheresse une famine catastrophique.

C'est seulement si les sociétés (souvent multinationales) sont abattues, donc le régime capitaliste renversé et, avec lui, les bourgeois nationales inféodées, si l'exploitation économique des pays tropicaux est supprimée, que l'agriculture de ces pays pourra vraiment être rééquilibrée, produire plus et faire disparaître les famines. Et ceci ne sera obtenu que par les luttes des travailleurs, tant des pays industriels que des peuples dominés : la solution, elle aussi, est politique.

Hervé EMILIE

en bref

● SÉNÉGAL :

l'armée en action

Les grèves dans les établissements scolaires et les affrontements violents entre jeunes et forces de l'ordre se succèdent à Dakar depuis l'annonce de la mort, en prison, le 11 mai dernier, de l'étudiant Oumar Diop Blondin, à Gorée.

Né en 1946, ancien élève de l'EN-Sup, Oumar avait participé aux manifestations de mai 1968 à Paris.

Il avait, par la suite, été expulsé de France. Puis condamné, en mars 1972, à 3 ans de prison pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Deux de ses frères, Diallo et Mohamel, purgent l'un une peine de travaux forcés à perpétuité, l'autre de 5 ans de prison.

Les incidents les plus sérieux de ces deux jours derniers se sont déroulés à Pikine, banlieue ouvrière de Dakar.

Les heurts entre manifestants et policiers ont fait 2 morts et de nombreux blessés ; de même, au marché de Dandaga, où les commerçants libanais et des européens ont été pris à partie.

Le régime organise une répression exceptionnelle sous les directives du Poète-Président et d'un de ses plus fidèles chiens de garde, M. Colin, ministre de l'Intérieur, d'origine française naturalisé sénégalais, et gendre de Senghor.

Vingt-trois blindés sillonnent la capitale. On note que, pour la première fois, l'armée est employée au maintien de l'ordre aux côtés des groupes mobiles d'intervention et de gendarmerie.

Par ailleurs, en province, dans la région du fleuve Sénégal, comme en Casamance, on signale une certaine agitation, liée à l'aggravation de la famine : Outre ces méthodes d'admi-

nistration, les populations reprochent en effet au régime de destiner en priorité à Dakar des secours en vivres et le riz en particulier.

● MADAGASCAR :

l'esprit de mai

Cinquante dirigeants et militants du parti de l'extrême gauche malgache, le M.F.M. (le pouvoir aux petits), ont été arrêtés la veille de l'anniversaire des journées révolutionnaires de mai 1972 qu'ils voulaient célébrer en manifestant devant l'hôtel de ville de Tananarive.

En agissant ainsi, après s'être appuyé sur les forces de la nouvelle gauche pour éliminer les cliques de l'ancien régime (Tsiranana, Resampa), le gouvernement Ramanantsoa veut prouver qu'il est aujourd'hui maître de la situation et seul dépositaire de « l'esprit de Mai ».

En outre, il pense que l'heure est venue de donner quelques gages à la France en échange de sa « compréhension » lors des négociations avec Paris sur les accords dits de coopération.

Le M.F.M. reste, en effet, l'adversaire le plus résolu du gouvernement des militaires malgaches et de la France impérialiste comme le prouve la plate-forme qu'il publiait quelques jours avant d'être inquiété : « Départ immédiat de toutes les bases militaires étrangères. — Expulsion de l'ambassadeur français Delaunay, dont un des principaux collaborateurs a reconnu avoir été l'instigateur des dernières émeutes tribales. — Expropriation des capitalistes étrangers au bénéfice d'une autogestion ouvrière. — Rupture des relations avec la France si vraiment le gouvernement français ne peut pas faire taire les intérêts égoïstes des entreprises coloniales. »



• Lip : les dessous d'une crise

Avril 73 : Lip à la une de tous les journaux. Radios et télévision, envoyés spéciaux, le grand cirque. Il y a du sable dans les rouages de la plus célèbre firme d'horlogerie du monde : « La boîte est en difficulté. Le démantèlement est inévitable. Des emplois vont être supprimés ». C'est du moins ce que tout le monde dit... Et personne ne se demande pourquoi un patron en faillite met tant de complaisance à convoquer la radio et la télé !

LES travailleurs de Lip, eux, se sont posé la question. Et ils ont compris pas mal de choses. Mais, pour bien saisir la réalité de la situation, il faut remonter quelques années en arrière et replacer dans son contexte « la crise de 1973 »

éléments d'analyse

L'activité principale de Lip est, bien sûr, l'horlogerie, avec une production de 500.000 montres par an, environ. Mais la firme assure aussi un certain nombre d'autres fabrications de mécanismes de précisions, y compris pour l'armement.

A partir de 1969-70, la firme commence à connaître quelques difficultés, dues en partie aux méthodes de gestion assez « personnelles » de la direction (le PDG, de droit divin, est Fred Lip, petit-fils du fondateur) en partie aux conditions plus générales d'une restructuration du marché qui n'épargne pas l'industrie horlogère.

Dans le même temps, le climat social, qui avait toujours été plutôt calme, se dégrade, et des conflits assez durs s'enchaînent, obligeant à chaque fois la direction à céder (février 70, mai 70, juin 70, janvier 71), jusqu'à ce qu'en février 71, Fred Lip soit amené à abandonner son fauteuil. Le nouveau PDG, Saintesprit, promet « une année sociale », avant de démissionner lui aussi, en avril dernier, au moment de la fameuse crise.

Il faut savoir encore que c'est un trust suisse, « Ebauches SA », qui possède la majorité des actions Lip. Lequel trust fabrique, comme son nom l'indique, des ébauches de montres, c'est-à-dire des pièces usinées, mais non montées, du mécanisme de la montre. Il est même le premier fabricant d'ébauches du monde...

Une fois muni de ces éléments d'analyse, il devient facile de démonter la crise. C'est ce qu'ont fait les syndicats qui expliquent quelles sont les intentions patronales.

1. Restructurer l'entreprise, en fonction des besoins et de la stratégie d'Ebauches SA. La

firmes suisse, qui n'est pas un « termineur » de montres, cherche à contrôler l'écoulement de ses produits. Ce qui l'intéresse, chez Lip, c'est ses ateliers de montage et son réseau commercial, avec tout le prestige de la marque. D'où un plan de démantèlement de l'entreprise byzantine, avec, notamment, la suppression des secteurs non horlogers et un aménagement du secteur horloger.

2. On ferait, en même temps, d'une pierre deux coups en cassant la combativité ouvrière par le vidage, à l'occasion de cette restructuration d'ensemble, des « mauvais éléments ».

Quant à la campagne de presse du mois d'avril, elle avait un rôle évident de mise en condition psychologique du personnel et visait à démoraliser les travailleurs. Elle s'accompagnait d'ailleurs d'une orchestration de la maîtrise, variations sur le thème : « Si vous faites grève, c'est la fin, il ne reste plus qu'à fermer la boîte. »

Or, il n'a jamais été question de fermeture pure et simple.

Accessoirement, une telle campagne pouvait aussi permettre une aide des fonds publics. Elle servait enfin à faire baisser les actions Lip, pour un rachat à meilleur compte par Ebauches SA. Selon certaines informations, la société suisse aurait procédé, depuis le début de la crise, à une prise d'actions supplémentaires de 13 % — portant ainsi sa participation à 56 %.

Toute cette analyse a d'ailleurs été confirmée, il y a quelques jours, avec le cynisme le plus tranquille, par la direction suisse d'Ebauches SA qui a reçu, le mercredi 15 mai, une délégation des travailleurs de Lip. « Ouf, reconnaissent les Suisses, c'est nous qui avons ouvert la crise » pour « élarger l'entreprise » et « émonder le secteur horloger ».

D'ailleurs, de quoi vous plaignez-vous ? « Vous avez les indemnités de licenciements. » En Suisse, comme dans tout le monde capitaliste, « business is business », et on n'est pas là pour faire du sentiment...

objectifs et stratégie

Malheureusement pour Ebauches SA, les travailleurs de Lip n'ont pas l'intention de se laisser faire. Ils ont tout de suite

annoncé la couleur : « Pas de licenciement, garantie de l'emploi pour tous », et donc refus du démantèlement, garantie d'emploi, condition « sine qua non » à tout plan éventuel de réorganisation, et prise en considération des revendications en cours.

Une fois fixés les objectifs, restait à déterminer une stratégie.

La lutte engagée n'est pas comparable avec les affrontements qui ont eu lieu dans l'entreprise à propos des salaires, des conditions de travail, etc. Tout le monde est conscient du fait qu'il s'agit là d'une bataille décisive, dans laquelle les adversaires en présence vont engager toutes leurs forces, et qui se mène sur une longue durée.

D'où la conclusion qu'une grève illimitée serait actuellement une erreur : elle entraînerait une dispersion relative et une usure plus rapide des énergies dues aux pressions et aux problèmes matériels.

Les travailleurs ont donc choisi l'action sur le tas, qui permet de maintenir le contact huit heures par jour et favorise à tout instant la discussion, l'information et la préparation des actions (débrayages, manifs, meetings, etc.).

L'action se développe dans deux directions :

1. Dans l'entreprise, en pesant sur Ebauches SA, en s'attaquant à la production, à l'au-

torité de la direction, en montrant bien qu'on n'est pas disposé à se laisser faire.

2. A l'extérieur, en faisant connaître le mauvais coup qui se prépare, en montrant à la population ce qui se passe, en renforçant la solidarité en expliquant aux travailleurs des autres entreprises de la région quel est l'enjeu de la bataille.

Pour la mener, cette bataille, les travailleurs se sont organisés démocratiquement en comité d'action (un peu l'équivalent d'un comité de grève en cas de grève) qui regroupe syndiqués et non-syndiqués, et qui agit parallèlement aux sections syndicales CGT et CFDT sans se substituer à elles. La première tâche du CA a été de casser la campagne de démoralisation et de recréer un climat de combativité. C'est chose faite.

En même temps, les travailleurs désorganisent la production : débrayages surprises, ateliers fonctionnant au ralenti, grèves des renseignements au service mécanographique, etc.

Dans toute l'usine fleurissent les affiches et les banderoles. Toute l'entreprise est maintenue sur le pied de guerre.

L'action sur l'extérieur se développe elle aussi de façon satisfaisante. Le but est de rompre l'isolement et d'obtenir le soutien de toute une région : défilés, tracts, manifs, affichages, etc. La leçon du Joint Français n'a pas été perdue.

épreuve de force

Enfin, à l'initiative des deux sections syndicales, un comité de soutien est en cours de constitution. Il regroupera toutes les organisations syndicales, politiques, familiales décidées à soutenir le personnel de Lip, sans aucune exclusive, sous le contrôle permanent des ouvriers de Lip dans le cadre de leurs organisations syndicales.

Il est clair pour tout le monde que l'épreuve de force qui s'engage à Besançon est d'une importance toute particulière et démontre, une fois de plus, l'actualité du mot d'ordre de « contrôle ouvrier ». Il va sans dire que les militants du PSU local y sont engagés jusqu'à la garde...

Correspondance. ■

autogestion

vers une campagne d'explication

200 militants de diverses régions, appartenant à l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, aux Centres d'Initiative Communistes, au mouvement Objectif Socialiste et au Parti Socialiste Unifié, se sont réunis à Paris les 19 et 20 Mai à l'initiative du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste, pour débattre du type d'organisation politique que nécessitent les luttes pour le contrôle ouvrier et populaire et le combat pour l'autogestion socialiste. Des observateurs de divers mouvements, revues ou organisations qui se réfèrent à la perspective de l'autogestion, ont participé aux travaux.

Au-delà des revendications qui en sont la cause, les mouvements sociaux qui engagent les jeunes et les travail-

leurs dans des luttes de plus en plus dures posent la question même du pouvoir. Face à un régime qui sait utiliser toutes les armes de la répression ou de la dissuasion avec un mépris total des forces vives du pays et la plus grande considération pour les conservateurs et les profiteurs de tout poil, monte l'aspiration massive à un autre type de pouvoir, à une autre façon de vivre et de travailler, sous le contrôle de ceux qui sont concernés et selon leurs décisions. Cette volonté autogestionnaire ouvre des horizons nouveaux pour la révolution socialiste dans notre pays. Mais il ne suffit pas d'entretenir une espérance. Le projet autogestionnaire en s'appuyant sur de larges bases sociales, doit trouver son expres-

sion politique et s'inscrire dans le rapport des forces, en vue d'abattre le régime actuel et d'ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs et au socialisme.

C'est pourquoi les 19 et 20 mai les débats ont porté sur la nature de l'organisation qui pourrait donner sa portée politique, sa force révolutionnaire à la perspective de l'autogestion socialiste à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les premières conclusions du débat, à travers 14 thèses et 10 questions sur l'autogestion, serviront de base à une campagne publique dans les mois à venir. C'est à tous les niveaux et principalement à la base que doit s'édifier l'organisation politique nécessaire à la lutte pour l'autogestion socialiste. Cette campagne sera appuyée par les quatre organisations réunies dans le C.L.A.S., celles qui les rejoindront et toutes celles qui souhaitent contribuer efficacement à ce débat : dans des meetings publics et des assemblées de base comme dans le soutien concret aux luttes sociales.

bilans et...

7 semaines de grève chez Peugeot : un conflit-phare qui fait les gros titres dans les journaux. Pourtant, dans la Loire, il n'y a pas que Saint-Etienne. Et à Saint-Etienne, il n'y a pas que Peugeot. La combativité ouvrière est particulièrement grande dans ce département. C'est ce que démontre ce dossier établi par nos camarades de la Fédération de la Loire.

DANS tout le département, c'est l'industrie qui fournit l'essentiel des emplois. C'est ainsi qu'il y a :

- Houillères : 3 500 salariés
- Métallurgie-mécanique : 71 500 salariés :
- Textiles et habillement : 36 700 salariés
- Bâtiment : 22 000 salariés
- Autres industries : 21 200 salariés
- Mines et carrières : 700 salariés

Les houillères qui employaient 26 000 mineurs en 1946, fermeront leurs portes avant 1975. Selon la doctrine officielle, tout se passe dans l'ordre et le calme ; l'arrêt du recrutement, le départ des étrangers, font qu'il n'y a pas des effectifs importants à reconverter ; mais l'Etat n'arrive pas à assurer une reconversion décente (il offre des emplois d'O.S. mal payés, sans sécurité d'emploi) au peu de mineurs qui reste. Et en tous cas la perte d'emploi pour la région n'est pas compensée.

La métallurgie et la mécanique est le secteur qui se défend le mieux : malgré les concentrations (Creusot-Loire) et les crises cycliques, en dix ans il a créé 14 700 emplois et en a supprimé 8 000 : le gain est de 6 700. Mais c'est aussi le secteur des points chauds : menaces sur l'emploi à Creusot-Loire (à Firminy et Saint-Chamond surtout), licenciements et conflits sociaux un peu partout (il y en a la pleine page, encore la place nous manque !). C'est aussi le secteur où les efforts de moderni-

sation et de productivité abaissent les qualifications et augmentent la pénibilité du travail. Principaux secteurs : aciérie, laminage, forge, chaudronnerie, construction de machines, mécanique générale et armes, pièces pour automobiles (c'est ce secteur en développement rapide, qui embauche des O.S. comme à Peugeot). Ce sont des industries de type ancien en cours de modernisation, notamment par la prise de contrôle des entreprises locales par des groupes industriels français ou étrangers.

Le textile est en régression constante : la bonneterie dans la région de Roanne est stationnaire. La rubanerie, la passementerie stéphanoise sont en régression. Au total 5 500 emplois en moins en 10 ans. Là aussi les métiers qualifiés d'une main-d'œuvre réputée sont supprimés par l'automatisation. La confection se développe un peu, mais crée des emplois sans qualification (de 5 400 à 6 800 salariés de 1962 à 1971).

Le Bâtiment a créé 4 000 emplois entre 1962 et 1966 ; depuis il est stationnaire. Tous les progrès de la construction se font par des gains de productivité.

Au total, en 10 ans, 21 000 emplois supprimés et 26 000 créés. Mais il n'y a pas eu de gain qualitatif : les métiers qualifiés disparaissent et sont remplacés par des postes de travail d'O.S. pénibles et mal payés. Depuis fort longtemps, les salaires dans la Loire sont bas : 20 % de moins que dans le Rhône tout proche, en moyenne, et cette situation a plutôt tendance à s'aggraver.

Mais il n'y a pas de perspectives de promotion sociale individuelle et collective : dégradation des qualifications. Dans une région où la scolarisation est poussée en particulier dans l'enseignement technique, il n'y a pas de débouchés : les jeunes, les travailleurs expérimentés s'en vont. La classe ouvrière se renouvelle, mais ce sont des ruraux ou des immigrés qui remplacent un prolétariat formé à la lutte des classes !

Le chômage est permanent : 5 137 demandeurs d'emploi fin avril 1973. 1 500 à 1 800 demandes d'emplois chaque mois. 4 000 à 5 000 chô-

meurs permanents. Le plus fort taux de chômage de Rhône-Alpes. Il touche surtout les jeunes et les plus de 50 ans : les jeunes partent, les plus âgés se débrouillent... mal !

l'inefficacité

des pouvoirs publics

La région de Saint-Etienne est dotée d'un « Commissaire à la Conversion Industrielle », d'une agence d'Urbanisme, d'un Comité d'Expansion, d'un maire qui veut « changer l'image de marque de la ville » ; d'une grande zone industrielle d'expansion dans la plaine du Forez (Andrézieux).

Tout cela ne produit aucun effet sérieux.

En 5-6 ans, les entreprises nouvelles extérieures à la Loire implantées ont créé moins de 2 000 emplois : à peu près 1 % de l'emploi existant ! Alors que chaque année 10 000 à 12 000 jeunes arrivent sur le marché du travail. Les plus grosses : Berliet à Andrézieux, Socober à la Talaudière, Sablé à Roche la Molière offrent des emplois d'O.S. Les

2 premières citées ont déjà été le lieu de grèves dures en réaction à une exploitation sévère !

L'urbanisme, c'est celui des promoteurs et des industriels, comme Manufrance dont les 2 200 ouvriers et employés sont logés dans des quartiers résidentiels proches de l'usine. Mais la boîte préfère envisager une spéculation foncière sur ses terrains bien situés et déménager à 10 km de là, sans se préoccuper des travailleurs.

« Changer l'image de marque », c'est chercher à faire une ville qui attirerait les bourgeois et les « femmes de cadres » au lieu de proposer l'aménagement de la ville pour et par ses habitants. M. Durafour est trop « réformateur » pour penser à une chose aussi évidente.



16 mai à Saint-Etienne : soutien à Peugeot

la Loire en chiffres

● 722.600 habitants au recensement de 1968, vivant pour les 4/5e en ville, notamment dans le Bassin Stéphanois : 440.000 habitants dont 215.000 pour la seule commune de Saint-Etienne et dans l'agglomération de Roanne : 84.000 habitants.

● La croissance a été rapide... au 19e siècle, très faible ou nulle depuis lors (+ 3,5 % entre 1962 et 1968) : c'est la lanterne rouge de la Région Rhône-Alpes face à des zones urbaines voisines en plein essor démographique et économique : Lyon, Valence, Annecy, Grenoble.

● Emplois en 68 : Agriculture : 32.500 soit 11 % (France : 15 %). Industrie : 158.500 soit 54 % (France : 36 %). Commerces-Services : 103.000 soit 35 % (France : 46 %).

... On pourrait continuer à parler longtemps de nos problèmes. Mais, au fond, ils n'ont rien de très particulier : on les retrouve ailleurs, en Lorraine, dans le Nord dans les vieilles régions industrielles, laissées pour compte par le capitalisme à visage moderne... et inhumain.

une économie industrielle en difficultés

Le sous-développement du secteur « tertiaire », commerces, services et administrations : dans une région à bas revenus, on consomme peu et du même coup il y a peu d'emplois dans ce secteur.

La structure traditionnelle

de la population demeure : un patronat traditionnel sur la défensive, quand il ne vend pas son affaire à plus gros que lui. Puisqu'il n'y a guère d'expansion possible, le profit, la productivité se font uniquement par l'aggravation de l'exploitation des travailleurs.

SIX semaines c'est ASSEZ
Par la faute d'une poignée d'irréductibles ne reculant devant rien, pour les empêcher de reprendre le travail dans une usine restée ouverte à tous, plus de 1000 travailleurs sont depuis six semaines contraints à l'inactivité et à la perte de ressources.

ÇA SUFFIT

Il est scandaleux et injuste d'imposer de lourds sacrifices à des familles de travailleurs dans le seul but de satisfaire les ambitions politiques d'une minorité d'irresponsables sans charges familiales mais disposant d'autres ressources.

Travailleurs libres de chez Peugeot, défendez vos **LIBERTÉS**

La « liberté » des non-grévistes.

● Peugeot : la reprise

Démarrée le 4 avril, la grève des 800 O.S. s'est terminée le 18 mai au bout de 7 semaines. C'est finalement sur les propositions du médiateur que la reprise s'est effectuée. Une lutte dont les camarades se souviendront. Même sur les sanctions il reste des points obscurs et il faudra rester vigilant.

Peugeot était en position de force : à la fois par l'arsenal juridique à sa disposition et par sa puissance et ses moyens : citation de 9 ouvriers en référé (dont 8 délégués) ; licenciement de 4 délégués C.G.T. et 7 ouvriers ; dans la nuit du 11 au 12 avril « opération commando » dont

N LUTTE



... perspectives

● de nombreux conflits : sortir de l'isolement

La Loire connaît, depuis un peu plus d'un an, un développement des luttes dures, de longue durée, partant souvent des travailleurs eux-mêmes.

Socober/Berliet Boutheon/Cliniques mutualistes. Début 1972.

Creusot-Loire Onzion/Cege-dur/Marvel. Automne 1972.

Holtzer - Outillage/Labo - Industrie/Jurine. Début 1973.

les O. S. aussi !

Elles ont lieu surtout dans la métallurgie, mais aussi dans le textile, les transports... et presque toutes mettent en avant des O.S. Depuis quelques mois et après les étudiants et lycéens, d'autres couches sociales entrent en mouvement, notamment les immigrés et les femmes.

Ce sont les revendications salariales qui reviennent le plus souvent, exprimées le plus souvent en termes non-hiérarchiques. Bien que très liées aux démarrages de conflits dans beaucoup de cas, les conditions de travail n'apparaissent

pas toujours au premier plan. Les décisions sont de plus en plus le fait des travailleurs qui mènent la lutte sous la forme d'occupation, de grève illimitée ou de coordination de l'action au niveau de l'atelier (Labo-Industrie).

Pour une partie de la classe ouvrière de la Loire, la réaction après l'échec des législatives de 1973 n'explique pas totalement cette situation, d'autant plus que les O.P., constituant la couche la plus politisée, sont dans une situation d'attente.

Les conséquences de la situation économique régionale et de la stratégie patronale actuelle fournissent les conditions propices au développement des luttes dans la Loire. Si les directions des entreprises dépendant d'un trust ont pu se permettre d'adopter une attitude dure, le patronat local lui, a été plus sensible à la situation politique immédiate. C'est ainsi que pendant la campagne électorale, les travailleurs des Forges Stéphanoises ont obtenu satisfaction après quelques jours de grève.

le but était tout autant de tenter de faire reprendre le travail que de faire partir des outillages ; après des réunions de formation bidon destinées au personnel et fréquentées principalement par les mensuels, le 2 mai les mensuels et les cadres reprenaient le travail (mais ils étaient attendus dans les rues alentour, à la sortie par les grévistes).

Nous savons qu'un contrat de 6 mois a été signé avec des sous-traitants de Sochaux pour faire la production de St-Etienne. Une partie de la production se faisait également en Argentine.

Néanmoins la perte a été dure : 12.000 à 15.000 véhicules (dans les gros modèles : 504 et 304 S). Les cadences ont été nettement ralenties et la production quelque peu perturbée. 6.000 à 8.000 voitures sont restées immobilisées parce qu'il manquait des béquilles de capot, des supports de pé-

dalier ou des pièces de frein à main.

Si la solidarité du groupe Peugeot n'a pas donné les résultats escomptés, il faut savoir qu'à Sochaux, les délégués étaient suivis dans leurs mouvements, les groupes de travailleurs disloqués immédiatement par la maîtrise (donc une véritable ambiance policière, ce qui ne s'était jamais vu). Par ailleurs il faut aussi savoir que plus de 3.000 travailleurs immigrés sont embauchés sous contrats de 6 mois !

Cela pose donc le problème des grèves illimitées, car dans ce cas la seule carte permettant d'assurer la victoire des camarades de Peugeot, c'était la solidarité locale. Malheureusement il faut avouer qu'elle aurait pu avoir une autre ampleur. C'est pourquoi nous avions proposé aux grévistes la mise en place d'un comité de soutien de la même façon qu'à Cégédur (environ 13 millions d'A.F. ont été recueillis dont 3 millions par le comité de soutien).

Les élections ayant permis le maintien de la droite au pouvoir, les patrons montrent les dents. A Saint-Etienne se développent même des réseaux fascistes.

Concernant les forces syndicales, la manifestation du

CONFLITS RECENTS

● **Holtzer, outillages.** 300 salariés à St-Etienne. Grève pendant 12 jours pour lutter contre un licenciement collectif (100 et 2 délégués). Quelques résultats sur les rémunérations, 1 licenciement de délégué annulé. Echec sur le reste.

● **Jurine, tissages.** Le Chambon-Feugerolles. 12 ourdisseuses en grève pendant 22 jours contre le salaire au rendement et pour un minimum décent.

● **Jacquemart.** 350 salariés à St-Etienne, métallurgie. Grève pas unanime sur les salaires et les conditions de travail, occupation de l'usine pendant quelques jours. Manœuvres patronales de division. 5 ouvriers licenciés pour fait de grève. Reprise sur un échec.

● **Perissel.** 140 salariés à L'Horme, métallurgie. Grève avec occupation sur les sa-

les femmes aussi

Le groupe pour la liberté de l'avortement et de la contraception de St-Etienne a été fondé le 26 avril. Il rassemble des adhérents de Choisir, du Planning Familial, du Mouvement de Libération des Femmes, d'associations familiales et des militants de partis et de groupes de gauche et des différentes organisations syndicales, sur la base d'une adhésion individuelle. Voilà pour l'information officielle.

Ce qui est important, c'est la mobilisation de beaucoup de femmes (et de quelques hommes aussi...) pour lutter dans le sens donné au plan national

par la charte du M.L.A.C. (* T.S. 575) : réunion de quartier ; distribution de tracts sur l'avortement dans la ville et auprès des entreprises à fort personnel féminin ; soutien à l'équipe de Grenoble (conférence de presse, etc.).

Un centre a été ouvert le vendredi 18 mai, 56, rue H.-Gonnard à St-Etienne. Centre où pourraient avoir lieu : des informations et des discussions ; des interventions gratuites pratiquées par une équipe de 3 médecins et d'une dizaine d'infirmières, sages-femmes, étudiants en médecine.

L'information sur ces inter-

ventions, pratiqués depuis 2 mois par les médecins de Choisir adhérents au G.L.A.C., a été rendue publique : il ne s'agit pas pour nous de nous transformer en œuvre charitable (encore qu'il existe une solidarité féminine qui fait que l'on ne peut laisser sans aide certains appels) mais d'obtenir, en donnant le plus d'éclat possible à nos actions, la liberté réelle de l'avortement et de la contraception. D'autres groupes sont en train de se former sur la Loire : celui de Rive-de-Gier annonce un meeting avec H. Bouchardeau et le Dr Lacour pour le mercredi 30 mai.

1^{er} mai (plus de 3 000 manifestants) et celle de soutien à Peugeot le 16 mai, montrent la volonté de la C.G.T. et de la C.F.D.T. de relancer l'action dans les entreprises.

Si en la matière, la ligne de la C.F.D.T. n'a pas varié avant

et après les élections (avec une nuance pour les Métaux), on sent un net changement stratégique de la part de la C.G.T. depuis les élections. Néanmoins, ce virage est relativement limité, car alors que la C.F.D.T. a soutenu et effectué un travail important pour les 51 grévistes de la faim, la C.G.T. a seulement participé à une réunion inter-organisations pour négocier avec le préfet, tout en condamnant l'action des camarades immigrés. Ce qui est loin de favoriser la jonction avec les travailleurs français...

Deux enjeux fondamentaux sont posés dans la période actuelle :

— l'unification des luttes à partir d'objectifs communs,

— une perspective politique à ces mouvements.

Pour le P.C.F. et le P.S., la seule solution, c'est le programme commun. Pour le parti communiste, cela correspond à une stratégie relativement cohérente, malgré pour lui, le décalage entre la stratégie du programme commun et les nouveaux terrains de lutte (étudiants, immigrés, femmes...). Le P.S. (avec des objectifs squelettiques composé essentiellement de notables) en reste, lui, à une stratégie tous azimuts. Avec le P.C., il parle programme commun, avec la C.F.D.T., c'est l'autogestion. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il brille par son absence dans les luttes.

contrôle et unité

Pour nous, la réponse aux aspirations des travailleurs n'est pas seulement d'ordre électoral. Mais, à partir des luttes actuelles, il nous paraît important de réaffirmer les exigences de CONTROLE que de plus en plus de travailleurs mettent en avant (contrôle sur les cadences, sur les conditions de travail...). Et au lieu de laisser chaque conflit isolé avec le risque d'un certain corporatisme, c'est l'Unité des travailleurs et l'Unité avec les autres couches de la population que nous devons chercher à réaliser.

● victoire à la Coop

Le 2 mai, les travailleurs de la Coop de St-Etienne déclenchent une grève illimitée (* TS - n° 578). Le mouvement démarre essentiellement dans les entrepôts (près de 100 % de grévistes). Du coup, les magasins de vente notamment les « Cledeco » ne sont plus approvisionnés. Les employés organisent avec les ouvriers plusieurs journées d'arrêt de travail.

Principale revendication : salaires, particulièrement bas. Le comité de grève (C.G.T. - C.F.D.T. inorganisés) tend à développer une grève active : fréquentes A.G. (150 participants en moyenne sur 200 grévistes) participation massive aux pi-

quets de grève.

Echec des manœuvres de la direction : classiques (lettre individuelle, pressions sur les chefs de service, menaces de licenciement, etc. On a même vu les cadres F.O. appeler publiquement à la reprise. Encore bravo !).

Quand ils reprendront le travail lundi 21 mai, après 18 jours de grève, les travailleurs de la Coop auront le sentiment d'avoir gagné une bataille difficile : Salaire de base (identique pour tous) porté à 1.000 F au 1^{er} juin. Point hiérarchique également augmenté. 40 heures au 1^{er} octobre. Fermeture à l'Ascension et Pentecôte et blocage de l'ouverture du dimanche. Prime de vacances revalorisée.

Quant aux conditions de la victoire, à la forme de ces 18 jours de grève, elles apparaissent à bien des égards aussi satisfaisantes et riches d'espoirs que la victoire elle-même.

là où se noue la révolte

Sambizanga

film de Sarah Maldoror

SAMBIZANGA, c'est un quartier de Luanda, capitale de l'Angola sous domination portugaise, d'où surgirent il y a douze ans les combattants de la guerre de libération nationale. C'est aussi un film sur les débuts de cette lutte peu connue, peu soutenue, qui vient de sortir dans une petite salle du Quartier Latin (Studio La Harpe) et qu'avec un peu de chance on verra bientôt en province. Premier long métrage de Sarah Maldoror, il a obtenu le Tanit d'or au festival du cinéma africain de Carthage.

Le scénario, en quelques phrases : Xavier Domingos, conducteur de tracteur est arrêté à l'aube dans son village par un commando de policiers « indigènes ». Le spectateur, presque en même temps que sa femme Maria, découvre qu'il fait partie d'un groupe clandestin de la résistance. De bureaux en prisons, de plantons en tortionnaires, de l'espoir à l'humiliation, puis aux prémices de la révolte, Maria poursuit sa quête, aidée par les siens et quelques militants qui suivent ses pas dans l'ombre. Xavier, frappé à mort, mourra

au milieu de guérilleros emprisonnés.

Sarah Maldoror — d'origine antillaise, épouse d'un des leaders de la résistance angolaise, Mario de Andrade — a choisi de montrer des gens et des choses simples, la banalité de la douleur et de l'oppression, l'engagement total et sans verbalisme d'un homme. Et, à travers la prise de conscience lente et sans éclats d'une femme à qui on vient d'enlever son mari, celle, tâtonnante, d'un peuple engourdi dans la nuit coloniale...

C'est là un film beau, ample, grave. Sans morceaux de bravoure, sans discours théorique, sans actions exemplaires, il ne répond pas à l'idée qu'on se fait du « cinéma militant ». Il a cependant le rythme, la respiration, la foulée de la vie même en Afrique noire. Il en a la pesanteur et les subtilités, la torpeur apparente et les irruptions de violence. Couleurs locales ? réalisme exotique ? Non pas. Mais au delà de l'évidente beauté plastique de l'œuvre (pourtant d'une grande sobriété, d'une grande économie de moyens), volonté chez l'auteur de rester à hauteur d'hommes, de plain-pied avec les réalités de cette terre où plus qu'ailleurs, peut-être, se mêlent et se pénètrent le quotidien et le tragique, le

sang et les rires, la pluie et la poussière, l'indifférence et la colère...

Sarah Maldoror ne démontre pas. Elle s'est placée au milieu de gens « ordinaires », dans des situations où les gestes et les mots sont ceux de tous les jours : là où se dessinent confusément les prises de conscience, où mûrissent les combats futurs et les solidarités nouvelles, là où se noue la révolte.

René Lanarche ■

Souder

film de Martin Riff

L'n'y a pas un mot de trop dans ce film qui préfère faire sentir plutôt qu'exhorter, faire comprendre plutôt que prêcher, suggérer l'indignation plutôt que la dire. Les racines de la révolte ne sont pas dans les mots, mais dans la profondeur des choses, dans l'humiliation rentrée de la vie. Dans la Louisiane des années 30, les Noirs sont les premiers touchés par la crise économique et il faut n'avoir jamais eu

un enfant pour dire que c'est un crime de voler un jambon. Voler un jambon pour un Noir, c'est un an de prison. Un an pendant lequel le reste de sa famille pourra continuer à crever de faim à moins qu'ils ne doivent vendre la petite propriété. Ou qu'ils ne volent.

Sans mot dire, la femme et le fils reprennent la charrue en attendant le retour du père. Quand il reviendra du bagne, il ne saura pas que le fils était parti pour une longue marche infructueuse afin de lui apporter des vêtements et quelques gâteries. Tout cela sans un mot plus haut que l'autre, comme si la résignation nourrissait la révolte.

Et le petit qui rêvait d'acquiescer... La maîtresse qu'il avait rencontrée au cours de son voyage lui avait bien promis de le prendre en charge, mais comment quitter le père revenu handicapé de ce camp de travail ? L'instruction, planche de salut...

L'humiliation, les conditions de vie, la lâcheté des Blancs et leur bêtise : l'interprétation admirable suffit à souligner les raisons d'un grand cri, tant ce film parle à la fois aux yeux, au cœur et à l'esprit.

Thierry Morus ■

théâtre

Don Juan et Faust

UNE pièce détournée de son sens initial par la mise en scène. Elle devient sur le plateau une mise en accusation de la littérature ne fonctionnant plus que comme machine à fabriquer des mythes.

Voici un auteur, Christian Dietrich Grabbe, qui a écrit au début du XIXe siècle et qui a entrepris de mêler dans une seule œuvre deux grands thèmes, le thème de Don Juan et celui de Faust. Don Juan et Faust s'éprennent de la même jeune femme, Dona Anna, promise par son père à un gentil-

homme italien, Octavio. Mais, ce faisant, Grabbe n'est pas remonté à la source des mythes, à cette ardeur de Don Juan, à ce goût de vivre qu'il y a dans Faust. Il n'a fait que paraphraser la légende, que resservir du déjà utilisé et le parer de gestes.

La représentation, ironie sur la gesticulation emphatique du mythe, a de la force. Un très beau décor, de Yannos Kokkos, Tony Margerie et Nicky Rieti, montre les grands moments « littéraires » de l'œuvre saisis dans une sorte d'œil géant : l'œil des mises en question ironiques.

Le travail scénique s'appuie sur une bonne interprétation, particulièrement de Maurice Bénichou, d'Hélène Vincent, de Jean-Marie Féret.

D. N. ■

notes de lecture

utopismes

Les mouvements d'après-mai, nous dit Michel-Antoine Burnier, révèlent « l'étonnante stérilité de la pensée révolutionnaire et de la réflexion sociale depuis plus d'un demi-siècle ». Entre « un marxisme officiel usé jusqu'au schéma, entre un affairisme électoral et la répétition des sectarismes », et « l'indigence de la pensée » sorbonnicole, quelle place y avait-il pour le renouvellement de la pensée sociale ? Mal a brisé bien des barrières sans toutefois ouvrir totalement le carcan de la politique de gauche, « insensible à l'événement si ce n'est à ses propres virages, ignorant les novateurs qui prétendaient l'investir pour le remuer », et laissant un peu en marge tout ce bouillonnement d'idées. Actuel, né à la fin

de 1970, au carrefour de l'underground et du gauchisme, frotté de VLR, a publié depuis plus de deux ans des entretiens avec Michel Foucault sur les prisons et la société totalitaire, Herbert Marcuse sur la place du mouvement étudiant dans le processus révolutionnaire, Roel Van Duyn sur les provos hollandais et leur demi-succès, Jeannette Laot et Fredo Krumnov sur la CFDT, Gilles Deleuze et Félix Guattari, Alain Touraine... et même Charles Fourier, sur le retour de l'utopie. Ces entretiens viennent d'être rassemblés en recueil sous le titre « C'est demain la veille » : ce n'est pas impérissable mais intéressant pour lire sur la plage entre deux pavés, ou pendant les longues soirées d'hiver qui précèdent la révolution d'octobre...

T. M. ■

— C'est demain la veille, Editions du Seuil, 200 p.

REGARDS POLITIQUES

■ **MOI Y'EN A VOULOIR DES SOUS**, fr., de Jean Yanne. — La classe ouvrière que montre Jean Yanne ne connaît pas les grèves contre le salaire au rendement, le ralbol contre les cadences et les petits chefs. Quel rapport avec la vraie ? (cf. T.S. n° 571).

■ **THEMROC**, fr., de Claude Faraldo, avec Michel Piccoli. — De la révolte contre l'enfer de la société actuelle surgit, comme un cri guttural, le sur-saut primitif... (cf. T.S. n° 571).

■ **L'AN 01**, fr., de Gédé et Jacques Doillon. — L'apprentissage de l'insubordination collective : demain, la prise du pouvoir ? (cf. T.S. n° 571.)

■ **ELLE COURT, ELLE COURT LA BANLIEUE**, fr., de Gérard Pirès. — L'enfer de la vie en banlieue, la course continuelle, le bruit, la vie dingue; faut-il en rire ou en lutter ? (cf. T.S. n° 568)

■ **ETAT DE SIEGE**, fr., de Costa-Gavras, avec Yves Montand. — A travers le cas précis de l'Uruguay et des Tupamaros, le dossier de la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. (Dans T.S. n° 567).

■ **LE DERNIER TANGO A PARIS**, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. — Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 556).

OUVRER LES YEUX SUR VOTRE TELE du 24 au 30 mai

● **Jeudi 24 - 1^h Ch. 20 h. 35** : - Jeanne d'Arc - et Péguy : c'est comme le 11 novembre, on a chaque fois sa dose ! Clavel doit participer au débat : un petit vent dépolluant dans des flots de paroles sans doute.

● **Samedi 26 - 3^e Ch. 20 h. 35** : et la qualité du théâtre de combat avec une pièce de Tankerd Dorst - La grande imprécation devant les murs de la ville -, encore un spectacle de province (Nevers) non prisé de Druon. Une bonne raison pour regarder !

● **Samedi 26 - 1^h Ch. 20 h. 30** : - Un certain regard - sur Jean Rostand, 1^h de 6 émissions sur ce sacré bonhomme qui dit - non à la bombe -.

● **Samedi 26 - 1^h Ch. 21 h.** : - La caméra explore le temps - de S. Lorenzi : - La conspiration du général Mallet -, républicain accusé d'un complot contre l'Empire. A son procès, ces paroles au président du tribunal : - Mes complices ? La France entière et vous même si j'avais réussi ! -

● **Lundi 28 - 3^e Ch. 20 h. 35** : - Senso -, de Visconti. - Les duos de la mort et de l'amour, de la passion et de la trahison opéra rattaché au néo-réalisme - (G. Sadoul).

● **Mardi 29 - 2^e Ch. 20 h. 35** : - les dossiers de l'écran - avec un film de Cayatte - Les chemins de Kathmandou - film sans intérêt, mais sujet à discussion sur les hippies et la drogue...

● **Mercredi 30 - 1^h Ch. 20 h. 35** : - 73 -, débat Professeurs Elèves ; ça risque d'être « explosif ». Encore un cocktail ?

TEP
direction Guy Rolando
théâtre national
26 avril - 31 mai
FRANK V
durrenmatt
17, rue malte-brun - paris-20^e.
m° gambetta - tél. 636-79-09.

MILOJKO DRULOVIC

L'AUTOGESTION A L'ÉPREUVE

“L'autogestion, c'est probablement la recherche d'une société dont le niveau de complexité se rapproche un peu plus de la richesse de la vie elle-même. En nous aidant à le comprendre, M. Drulovic nous rend un service de première importance.”

MICHEL ROCARD

PRÉFACE DE MICHEL ROCARD

FAYARD

pourquoi le PSU

Ce « Printemps Show » de Colombes, cette grande fête des travailleurs qu'organise le PSU, sera l'occasion pour bon nombre de ses participants d'un premier contact avec notre parti et avec TS, son journal. C'est à eux plus particulièrement que cette page s'adresse. Car ce qu'on dit du PSU à l'extérieur ne correspond pas toujours à la réalité...
Quel est ce parti ? de quel socialisme se réclame-t-il ? comment conçoit-il son action ? Quelques éléments de réponse pour les aider à y voir plus clair. En espérant, peut-être, qu'ils voudront en savoir plus...

D EPUIS sa naissance en 1961 et pendant de nombreuses années, personne n'a nié la singularité du P.S.U. sur la scène politique française. D'abord, hostilité à la politique de trahison du socialisme menée par l'appareil du parti socialiste S.F.I.O. en Algérie ; puis effort pour donner au socialisme français un sang nouveau grâce aux idées de décentralisation régionale et de planification démocratique, dans les années 65 ; enfin, volonté de développer les meilleures conditions d'avenir, pour le mouvement de mai 68. Tels sont les principaux objectifs qui — depuis 12 ans — ont donné au PSU son audience. Ils sont tous liés à une certaine conception d'un socialisme de liberté rompant avec la lourdeur et le centralisme de la tradition du Parti Com-

muniste et l'inexistence concrète du Parti Socialiste en dehors de quelques politiciens connus.

instaurer le socialisme

Socialisme de liberté, socialisme autogestionnaire, voilà donc ce à quoi le PSU est le plus profondément attaché. Mais aujourd'hui, ces idées se répandent un peu partout dans la gauche française et beaucoup se demandent pourquoi le PSU reste isolé, pourquoi il n'a pas uni son effort à ceux des signataires du Programme commun de gouvernement. La raison est simple : nous vou-

lons que l'expérience d'une France socialiste soit réussie. Cela signifie qu'elle doit apporter plus de liberté à chacun, qu'elle doit améliorer la condition matérielle des plus défavorisés, qu'elle doit être l'occasion pour tous ceux que la bourgeoisie et le patronat oppriment aujourd'hui, de prendre le pouvoir, à la base ; c'est-à-dire dans l'entreprise, l'école, la ville et pas seulement à l'Elysée.

En un mot, il s'agit d'instaurer effectivement le socialisme et non pas de gérer avec une goutte de « social » les intérêts du capitalisme, comme l'ont fait tous les gouvernements sociaux-démocrates jusqu'à présent en France et à l'étranger.

Pour parvenir à cette France socialiste, le PSU croit que deux conditions doivent être remplies : l'unité des travailleurs et la définition d'un programme réellement socialiste.

Cette unité des travailleurs, nous ne la concevons pas seulement comme un accord au sommet entre les différentes organisations se réclamant du socialisme ; il est indispensable qu'elle se réalise aussi à la base, sur le terrain concret des luttes populaires. C'est pourquoi, lorsqu'on nous fait remarquer que le Parti Socialiste change, que lui aussi parle d'autogestion, nous disons que ce changement ne sera véritablement crédible et porteur d'avenir que si le P.S. ne se contente pas des discours de ses dirigeants, mais s'engage concrètement aux côtés des travailleurs et re-

çoit leur appui. C'est à ce moment-là, et à ce moment-là seulement, que se posent des questions nouvelles. De même le socialisme n'est pas possible en France tant que le P.C. reste un parti autoritaire et garde les yeux fixés sur le P.C. soviétique. Pour nous, l'espoir socialiste était à Prague, au printemps 68, avant d'être liquidé par la répression.

décider de son destin

« L'esprit de la Commune vit dans nos luttes », disent les militants du P.C.F., et nous le disons avec eux, mais il serait bon qu'il souffle davantage dans leur parti et les organisations ou luttes qu'il inspire. C'est à force d'être intransigeant sur la liberté que le PSU apporte sa contribution à la naissance d'une gauche nouvelle en France. Il faut continuer dans cette voie ; elle seule peut amener les grands courants du mouvement ouvrier et socialiste de notre pays à se retrouver autour d'objectifs authentiquement socialistes, avec tous les hommes et les femmes, jeunes ou moins jeunes qui comprennent qu'il faut mettre fin au « système Pompidou » si l'on veut laisser place au désir populaire de liberté et de révolution. C'est alors que deviendra possible l'autogestion, c'est-à-dire la capacité pour chacun de décider de son destin. ■

le PSU et...

...les entreprises

L E syndicalisme est la première forme de prise de conscience des travailleurs entrant en conflit avec le patronat et la bourgeoisie. Mais ils sentent également que cette exploitation capitaliste ne pourra cesser que si un projet politique socialiste est capable de donner naissance à un autre type de société. La lutte syndicale, indispensable, n'est donc pas suffisante.

C'est pourquoi le rôle des militants politiques d'entreprises est considérable : Faire une analyse globale de la situation dans les boîtes ; expliquer la signification et la portée politique des luttes ; populariser les luttes à l'extérieur de l'entreprise ; susciter le soutien de toute la population locale (comme au Joint Français, à Evian, ou en ce moment à Lip, cf. p. 13) ; développer les principaux thèmes d'un projet socialiste autogestionnaire et expérimenter les conditions concrètes de son application.

Voilà les principales tâches auxquelles toutes les sections d'entreprise du PSU travaillent en faisant profiter tout le parti de leur expérience. ■

...le socialisme dans le monde

L E PSU est convaincu qu'une expérience socialiste en France devrait, pour réussir, obtenir le soutien de tous ceux qui à travers l'Europe et le monde entier mènent le même combat. Il s'efforce à son tour d'aider les peuples actuellement victimes de l'impérialisme.

Son effort en ces domaines est dirigé dans quatre directions.

● Soutien sans faille aux révolutionnaires du monde entier victimes de l'agression armée de l'impérialisme (Vietnam, Cambodge, Palestine) ; soutien aux expériences socialistes diverses en butte à tous les coups bas du

capitalisme (Chili, Algérie...); soutien aux militants et aux peuples socialistes étouffés par des bureaucraties policières nationales ou étrangères (Tchécoslovaquie,...).

● Redéfinition de l'unité européenne dans une perspective socialiste ; dénonciation du Marché Commun et des firmes multinationales qui en profitent.

● Analyse de l'évolution du capitalisme international et en particulier du remplacement du colonialisme classique par l'extension du pouvoir des firmes multinationales au niveau économique.

● Mise en évidence des mécanismes du sous-développement. Pour le PSU, ce sont beaucoup plus les conditions historiques et les phénomènes de domination colonialiste qui sont à la source du sous-développement que les conditions géographiques (cf. Famine en Afrique n. 12).

...le cadre de vie

L E cadre de vie, c'est tout ce qui fait la vie quotidienne des Français, en dehors de l'entreprise : habitat, transports, loisirs, consommation. C'est un secteur dans lequel l'exploitation capitaliste est parfois ressentie moins brutalement que dans les entreprises car elle se manifeste sous des formes très variées : banlieue-dortoir sans aucune possibilité de loisirs, transports en commun dérisoires, urbanisme livré à la bagnole, logements exigus et bruyants, spéculation éhontée sur les terrains à bâtir, etc.

Dans le cadre de sa ligne politique générale, le PSU lutte dans ce secteur contre la main mise du capitalisme en dénonçant la toute-puissance des promoteurs, en organisant des comités d'usagers des transports en commun, en travaillant au sein des municipalités où il est présent pour montrer que l'on peut faire « autre chose » que des cabanes à lapins où l'on crève d'ennui et d'isolement, en publiant des « livres noirs » sur les aspects les plus caractéristiques du fléau capitaliste en ce domaine, etc. ■

les publications du PSU

T OUT le monde sait que de Gaulle avait domestiqué la télévision ; Chaban Delmas a un peu desserré l'étreinte. Pompidou revient à la pratique du bâillon. Tous les responsables de la télé sont des hommes à lui ; il vient même de nommer à la SOFIRAD, société qui contrôle en totalité ou en partie les radios-périphériques, un de ses plus proches collaborateurs, Denis Baudouin. Quant à la presse écrite, pour un journal de qualité, combien de journaux à scandale, tirant leur information des poubelles et ne visant qu'à détourner l'attention du public des vrais problèmes de notre époque !

Bien plus, la presse des partis a presque totalement disparu, faute de moyens financiers. Pourtant, un parti comme le PSU, qui n'a que très rarement accès à la télévision, et qui est diffamé à longueur de colonnes par les journaux de la bourgeoisie, est obligé de soutenir, mais à quel prix ! une presse libre. C'est pour alléger ce terrible fardeau financier que le PSU entreprend actuellement une campagne d'abonnement, en faveur de son hebdomadaire, Tribune Socialiste.

En définitive, les moyens d'expression du PSU sont actuellement les suivants :

● Tribune Socialiste. Hebdo du parti. Tiré en moyenne à 27.000 exemplaires. Abonnement 1 an : 60 F ; 6 mois : 35 F.

● Critique Socialiste. Revue théorique du parti ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU. Par exemple, les deux derniers numéros sont centrés l'un sur l'Etat et l'autre sur le problème du pouvoir régional et de la Bretagne. Environ 5 numéros par an. Abonnement 30 F pour 6 numéros. Abonnement donnant droit au supplément 45 F.

● P.S.U. - Documentation. Sa vocation est de servir de support à la formation des militants. Environ 6 numéros par an. Abonnement 20 numéros : 15 F.

● Courrier des entreprises. Brochure paraissant en moyenne 5 fois par an et destinée à la formation et l'information sur les problèmes du militantisme et des

luttons dans les entreprises. Abonnement : 10 F

● P.S.U. - information. Ce bulletin mensuel ou bimensuel est le support de l'information interne au P.S.U. Le même titre est utilisé pour un bulletin à destination des sympathisants et qui est vendu 20 centimes le numéro.

● Certaines fédérations publient également des journaux régionaux dont la diffusion atteint ou dépasse parfois 5.000 exemplaires.

**

La tradition voulant que notre parti ait beaucoup d'idées, nos camarades s'efforcent de mériter cet éloge en publiant des livres autour des thèmes qui nous paraissent importants dans le combat socialiste. La liste ci-dessous recense les ouvrages les plus récents en commençant par le texte « de base », c'est-à-dire le Manifeste voté au dernier congrès du P.S.U. en décembre 1972 et qui constitue la « loi d'orientation » du parti.

● Manifeste du P.S.U. « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ». Tema 10 F.

● Michel Rocard. « Questions à l'Etat socialiste ». Stock. 25 F.

● André Barjonet. « Initiation au marxisme ». Ed. universitaires. 15 F.

● Claude Bourdet. « A qui appartient Paris ? ». Stock. 29 F.

● Philippe Brachet - Jacques Gallus. « Les nationalisations ». Cerf. 9 F.

● Bernard Jaumont - Daniel Lenègre - Michel Rocard. « Le Marché Commun contre l'Europe ». Seuil 6 F.

● François Borella. « Les partis politiques ». Seuil 6 F.

● Julien Fabre - Hervé Michael. « Stop ou l'automobile en question ». Mercure de France. 20 F.

**

Tous ces livres, journaux, brochures sont en vente à la librairie du Parti, 9, rue Borromée, Paris-15e. 10 % de réduction sur le prix normal des livres. ■

"PRINTEMPS SHOW"

"PRINTEMPS"

fête et révolution

ROMPRE avec le système répressif de la nouvelle société capitaliste, rompre avec l'aliénation dont sont victimes tous les travailleurs, intellectuels, manuels, techniciens ; rompre avec les nouvelles formes de l'exploitation, de l'abrutissement dans les villes urbanisées par et pour le capitalisme, dominées par la voiture-gadget et la pollution étouffante... Faire la fête, c'est déjà rompre avec ce système oppressif, c'est trouver le chemin d'une libération collective qui débouche sur la révolution. La fête est donc en elle-même une conduite de rupture avec le capitalisme. Elle constitue l'un des moyens d'élévation de la conscience réprimée, en conscience politique, ou

plutôt elle constitue un moyen de libérer la conscience, en agissant sur la sensibilité et la perception des individus.

Mais quelle fête ? Car il y a fête... et fête ! Si la fête n'est que la reproduction « joyeuse » de la société de consommation, et si au mieux, elle se contente d'être un lieu de rassemblement de gens prêts simplement à digérer en spectateurs passifs les messages, même « engagés », des artistes, elle ne peut constituer un élément de cette libération.

La fête « révolutionnaire », c'est bien sûr le contenu qu'elle apporte, l'engagement de ceux qui y participent, mais c'est aussi une manière d'être et d'exister, rompant avec la

vie routinière dans ce système ; c'est une chaleur humaine, des rencontres, des communications ; c'est une manière de jouir qui n'a rien à voir avec la jouissance liée au mercantilisme, à l'argent, aux honneurs, au désir de puissance.

A la limite, si la fête est explosion, la fête culminante, c'est la révolution.

Nous ne ferons pas la révolution à Colombes — nous ne savons pas si la fête sera vraiment la fête — nous y contribuerons pourtant, avec nos forces, avec nos erreurs. Mais vous tous qui serez à Colombes, cette fête peut être la vôtre, cette fête doit être la vôtre.

Jean VERGER.



le village des stands

Les stands internationaux

Il manifesto
Parti Italien d'Unité Proletarienne
Jusos (Allemagne)
Hydra, Spartacus (Suisse)
Vietnam, Cambodge
Algérie, Maroc, Tunisie
Institut de Contrôle Ouvrier (G.-B.)
Québec
Espagne

Les stands de luttes

Travailleurs de l'Automobile
Cadre de Vie
Hachette, Citroën
Immigrés
Armée
Ecole
Santé
Liberté d'expression
Luttes occitanes, Bretagne

Les stands des amis

M.L.A.C.
Politique Hebdo
Amis de la Terre
CIC, AMR, Objectif Socialiste
CLAJ
Justice et Développement
Etc.

CINÉMA ET AUDIO- VISUEL

Pour l'essentiel, ces activités se dérouleront sous un petit chapiteau de 400 places, qui offrira plus de possibilités pour l'animation des débats. Qu'y trouvera-t-on ?

I. — PARTIE VIDEO.

Présence des groupes militants avec leurs bandes (le Larzac — les sœurs Huet — la manif à vélo — etc...). Possibilités de manipulation d'appareils et débats sur les possibilités et l'intérêt de la vidéo.

II. — PARTIE CINEMA.

1) Projection de :

- Coup pour Coup, de Karmitz
- L'Heure des Braziers, de Solanas
- Lénine, de Ferro et Samson
- Ba-Ba, de Ségall, sur l'Ecole
- Les Voisins, de Med Hondo
- Mektoub, d'Ali Galem
- Villes à Vendre, sur la rénovation urbaine
- L'Ordre règne à Simcaville
- La Parcelle, sur les cumuls
- Le Soulèvement de la Vie, de Clavel
- La Société Robinets-Bidons (dessin animé)
- Les Paysans en Colère, du Crépac
- Le Procès de Meulan
- Octobre à Paris, sur les manifestations contre la répression des Algériens en 1961
- La Commune, de Menegoz
- Un Été à Narida (le Larzac japonais), etc...

2) Débats sur le cinéma commercial engagé, avec participation des gens de la profession (voir ci-dessous).

3) Débats sur le cinéma parallèle militant avec les groupes militants.

III — MONTAGES AUDIO-VISUELS.

- Sur la rénovation de la Place des Fêtes, par Culture et Liberté
- Sur la rénovation à Antony
- Sur politique et vie quotidienne
- Sur le chômage
- Sur « l'exil » - Montage fait par de jeunes travailleurs français.

IV — PRESENTATION DE L'AGENCE D'ACTUALITES AUDIO-VISUELLES, PAR MARIN KARMITZ.

- Participeront aux débats sur le cinéma commercial engagé :

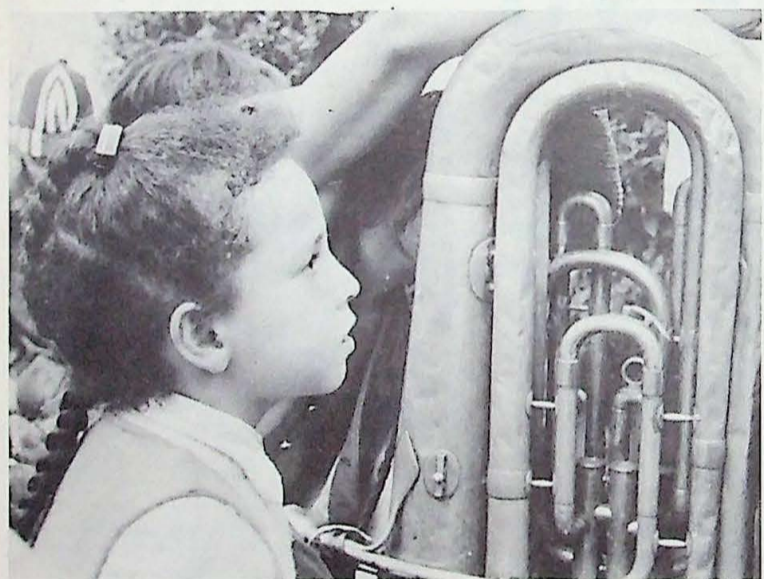
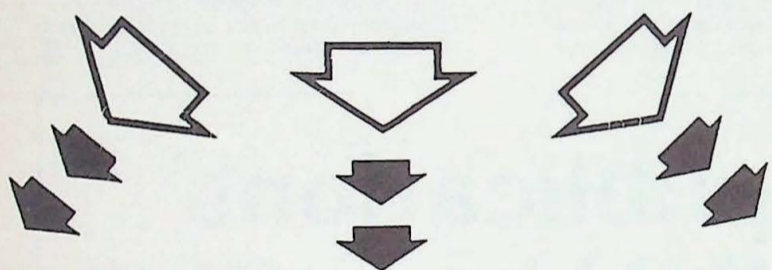
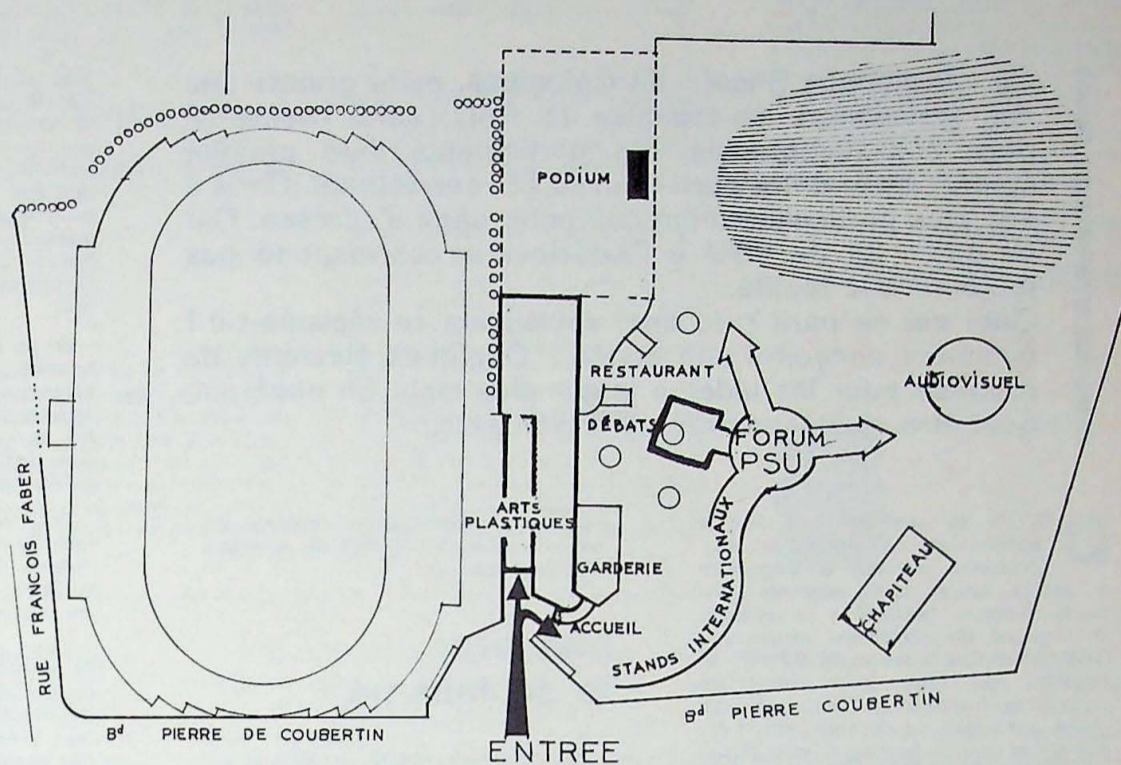
- Marin Karmitz, auteur de Coup pour Coup.
- Ségall, auteur de Ba-Ba.
- Med Hondo, auteur de Soleil O.
- Ali Galem, auteur de Mektoub.
- Samson, scénariste de « Lénine ».
- ... et d'autres encore.

PS SHOW,

"PRINTEMPS SHOW,"

suivez le guide

(pour le dépasser)



ANI MA TION EN FANTS

La fête de Colombes ne sera pas une fête « commerciale ». Tout — restaurant mis à part, mais les prix seront serrés — tout sera gratuit. Est-ce à dire que la fête sera triste ? Ou que chacun sera invité à consommer sagement de la culture (de gauche...)?

Tout ce qui sera présenté à la fête sera l'objet de discussions collectives. Cela va sans dire.

Mais il y a plus. Chacun — et les enfants d'abord — chacun sera invité à participer à la CREATION.

Plusieurs troupes viendront présenter des spectacles de marionnettes. Mais les enfants — et les adultes aussi ! — seront associés à la fabrication des marionnettes. Des pièces seront jouées à partir de thèmes nés dans des écoles de la banlieue parisienne.

Des moyens importants seront mis à la disposition des enfants pour qu'ils créent : objets de récupération, murs à peindre, polystyrène à découper...

Le spectacle n'aura pas lieu que sur les scènes. Les acteurs, les clowns, les fanfares seront sur le terrain. Et les participants aussi se grimeront, taperont et souffleront dans des cuivres, danseront.

A chacun de créer la fête !

arts plastiques expo

Tout le monde n'a pas le temps ni les moyens de visiter les expositions d'art contemporain. A la fête plus de cinquante peintres, décorateurs, sculpteurs, dessinateurs, présenteront leurs œuvres. La plupart d'entre eux seront présents et animeront débats ou discussions.

Une occasion de se rendre compte que les artistes ne sont pas tous au service de la bourgeoisie.

A côté de l'exposition, un atelier de sérigraphie et une vaste zone où chacun

pourra dessiner, peindre, sculpter... et le reste !

● participants :

AILLAUD, BAUME, BAZAINE, BEAUFREERE, BELLEGARDE, BUSSE, BUREN, CHASTAING, CLAISSE, CLERTE, CREMONINI, CRUZ-DIEZ, DAROTCHETCHE, DEMARCO, DE TURVILLE, FLEURY, FROMANGER groupe, GASQUET, GEORGEIN, GUITET, HELION, LEBRETON, MARFAING, MORISSON, NAVES, PAPPART, PICART, PILLET, RABASCALL, RAMADE, SALIN, SMADJA, TISSERAND, plus groupe des MALASSIS, THOMPSON, TOMASELLO, VAUJEOIS.

DESSINATEURS :

BARMALEY, BARRIGUE, BERTRAND, CABU, DESCLOZEUX, GEBE, GRANGER, KERLEROUX, PUIG-ROSADO, REISER, SABADEL, SINE, WIAZ, WILLEM, WOLINSKI et tous les dessinateurs habituels de « T.S. »

Dernière heure :

Bernard RANCILLAC, qui vient d'être censuré à la Maison des Jeunes de Villeparisis, sera à la fête.

CARREFOURS DÉBATS

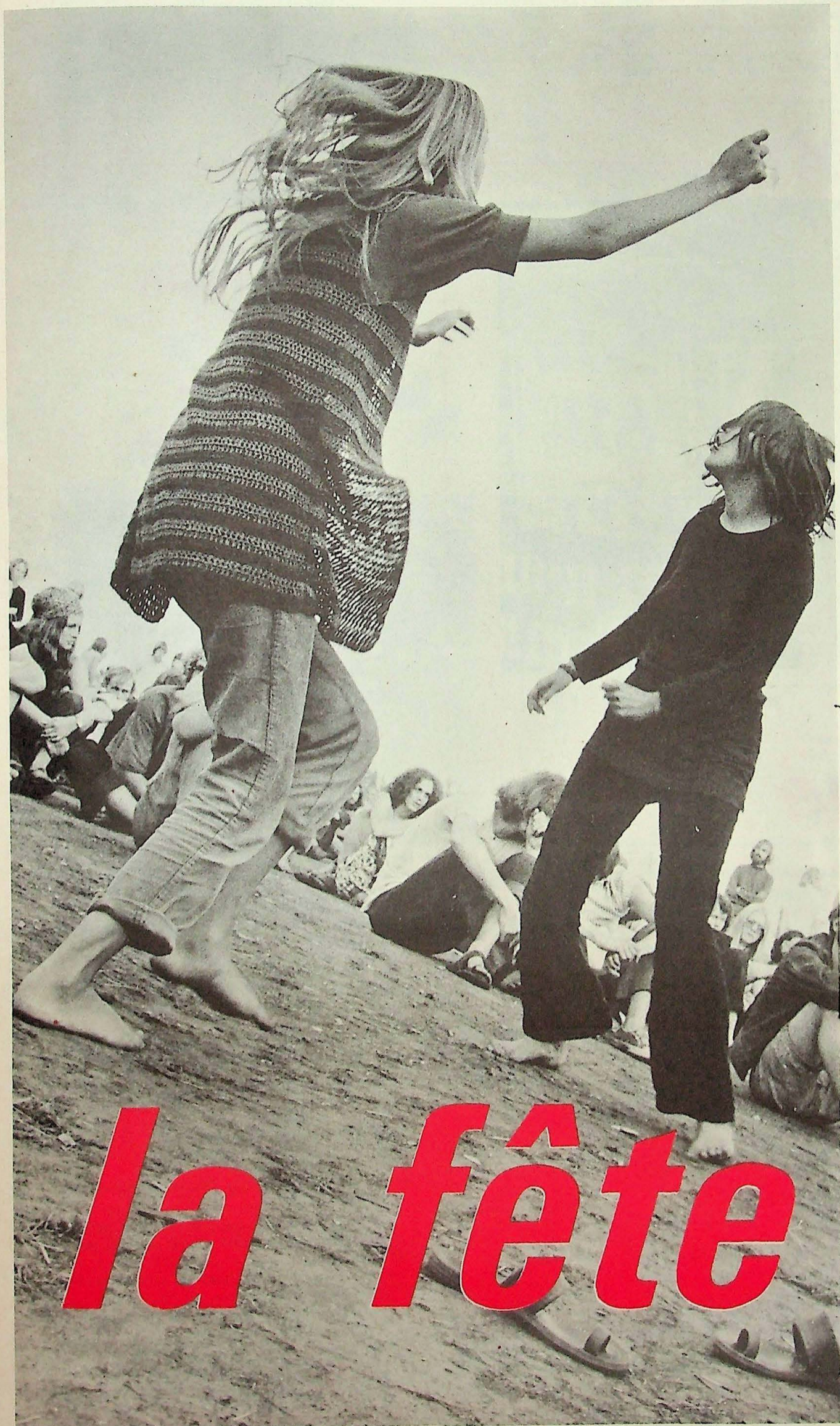
Pendant les deux jours, cinq grands débats ouverts à tous, animés par des journalistes, auteurs et spécialistes.

- Autogestion et Socialisme (samedi, 15 h) avec des camarades du CLAS, Daniel Chauvey et Abraham Béhar.
- La solidarité avec la révolution indochinoise (samedi, 18 h), avec la participation de représentants du GRP et de la RDVN, de Jacques Decornoy, Madeleine Rebérioux, Jean Lacouture.
- Croissance, écologie, sous-développement (dimanche, 10 h), avec René Dumont.
- L'Ecole, premier rouage de la société capitaliste (dimanche, 15 h), avec Ivan Illich.
- L'armée, la police, la justice (dimanche, 18 h), avec Denis Langlois, René Cruse, Paris de la Bollardière, Evelyne Le Garrec, etc.

tribune

PSU

socialiste



PRINTEMPS SHOW



SAMEDI 26

GRAND PODIUM CENTRAL

- 15 h 30 : Les Bretons
- 16 h 45 : Serge Kerval
- 17 h 15 : François Béranger
- 18 h 00 : Gilles Vigneault
- 20 h 00 : Kandahar
- 21 h 00 : Catherine Ribeiro + Alpes
- 23 h 00 : Alan Silva, Frank Wright
- 1 h 00 : Mahjun
- 2 h 00 : Catharsis

CHAPITEAU

- 14 h 00 : Jean Sommer
- 15 h 00 : Ch. Perrin
- 15 h 45 : Colette Magny
- 16 h 45 : « Les Négriers »
- 18 h 15 : Brigitte Fontaine, Areski
- 20 h 15 : Luis Cilia

PETIT CHAPITEAU

- 20 h 30 à 24 h 00 : Saravah
- Animation de la fête l'après-midi par le même groupe : Pierre Barouh, Mahjun, Davia Mac Neil, Jacques Gruson.

— nuit « non stop » —

DIMANCHE 27

GRAND PODIUM CENTRAL

- 11 h 00 : Groupe folklorique des travailleurs africains
- 15 h 00 : Simone Bartel — Hommage à la Commune de Paris
- 15 h 45 : Mouloudji
- 16 h 45 : Alarsen Quarter
- 21 h 00 : Léo Ferré
- 22 h 30 : Perception
- 24 h 00 : Rhésus O

CHAPITEAU

- 14 h 30 : Pierre Tisserand
- 15 h 30 : Rufus
- 16 h 30 : Dadi
- 17 h 30 : El Azez, jeu dramatique crée et monté par le Collectif d'Action Théâtrale et Musicale Arabe en France.

PETIT CHAPITEAU

- 17 h 00 : Free Théâtre, par le groupe Actuel
- Après-midi : Jeux d'expression et de communication, par le groupe Actuel, sous forme d'ateliers.

la fête